

# *l'Anti*capitaliste

n°471 | 11 avril 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

*Face à Macron et  
son Grand blabla*



**C'EST DANS LA RUE  
QUE ÇA SE PASSE**

## Dossier

**LES ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES VUES  
D'AILLEURS** Pages 6 et 7

## ÉDITO

Castaner reçoit  
les horreurs qu'il mérite...  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
Algérie. Les enjeux  
du moment  
Page 2



**ACTU INTERNATIONALE**  
Yémen. Les armes françaises  
complices de la crise humanitaire  
Page 5

**LIBRE EXPRESSION**  
AG des AG de Saint-Nazaire. Les  
Gilets jaunes s'organisent au plus  
haut niveau! Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

## Castaner reçoit les horreurs qu'il mérite...

Lundi, le groupuscule Génération identitaire a une nouvelle fois trouvé l'occasion de créer un peu le buzz tout en défendant ses idées nauséabondes. Après avoir fait parler de lui en déployant il y a quelques jours une banderole «*De l'argent pour les Français, pas pour les étrangers*» sur la façade de l'immeuble de la CAF de Bobigny, ces fachos ont exprimé lundi dans un communiqué leur joie de voir Castaner leur «*donner raison*», lui décernant même une carte d'«*adhérent d'honneur*». Dans la foulée, le Rassemblement national, par des réactions de Marine Le Pen ou de Jordan Bardella, sa tête de liste aux élections européennes, exprimait aussi sa totale satisfaction que le ministre de l'Intérieur lui donne enfin raison...

Une pluie d'honneurs donc pour Castaner, suite à ses propos tenus lors de conférence de presse finale de la rencontre des ministres de l'Intérieur du G7 à Paris. En très bonne compagnie donc, dont celle de Matteo Salvini, premier flic d'Italie et «*digne*» représentant de l'extrême droite raciste et identitaire. À cette occasion, sans doute porté par l'ambiance, Castaner a osé déclarer que les associations qui secourent les migrantEs en mer Méditerranée «*ont pu se faire complices*» des passeurs, dénonçant «*une réelle collusion*». «*On a observé que certaines ONG étaient en contact téléphonique avec des passeurs*», a-t-il ajouté en guise de justification. Des propos qui font clairement écho à ceux de l'extrême droite italienne qui, il y a quelques mois, dénonçait SOS Méditerranée, l'ONG propriétaire de l'*Aquarius*, accusée elle aussi de faire le jeu des passeurs. Et Bardella du RN d'en rajouter dans l'ignominie: «*Les responsables des morts de la Méditerranée sont tous ceux qui incitent à l'immigration massive dans notre pays et qui font croire à ces populations qu'en venant sur le territoire européen, ils y trouveront un eldorado*».

Non, les responsables de ces morts atroces (2262 migrantEs noyés rien qu'en 2018, selon le rapport du Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés) sont bien les tenants de cette Europe forteresse: ceux qui, comme Macron et son gouvernement, combattent la liberté de circulation (refusant notamment d'accueillir il y a quelques mois l'*Aquarius* et les quelques dizaines de migrantEs à son bord), et qui, avec leur police, harcèlent celles et ceux qui ont réussi à traverser les frontières pour (sur)vivre ici dans la plus grande précarité. De l'air, de l'air... on étouffe!

## BIEN DIT

*Nous n'allons pas procéder à la nomination d'un représentant au niveau d'ambassadeur en Israël. Le bureau restera au niveau d'un bureau de liaison et c'est ainsi qu'il fonctionnera.*

LINDIWE SISULU, ministre sud-africaine des Affaires étrangères, expliquant la décision de son gouvernement d'abaisser le niveau de sa représentation diplomatique à Tel Aviv, en signe de protestation face à la politique coloniale israélienne.

## À la Une

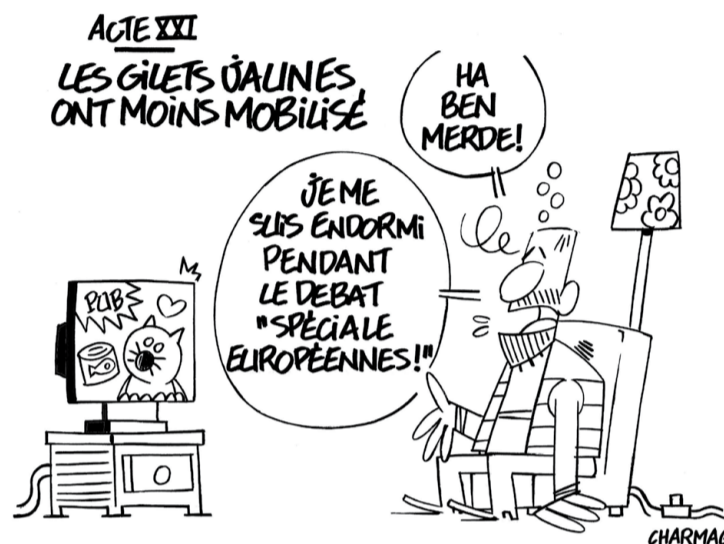
# Face à Macron et son Grand blabla C'est dans la rue que ça se passe!

Après trois mois de campagne de Macron, trois mois de grand blabla largement répercuté par les médias, le gouvernement s'organise pour détourner, à son profit et au profit de ses amis les capitalistes, les colères et les revendications qui s'expriment dans le pays.

C'est dans le cadre abrité du Grand palais, devant un public trié sur le volet, que le Premier ministre Édouard Philippe a rendu compte du grand blabla mis en place pour prolonger le gazage des manifestantEs par un enfumage censé recueillir les attentes des «*FrançaisEs*». En effet, si, malgré les invitations récurrentes à se saisir des questions d'immigration, celles-ci ont été quasiment absentes dans les thèmes abordés, gouvernantEs et grands médias limitent leurs propos et leurs propositions aux seulEs françaisEs, feignant d'oublier l'existence même des migrantEs, des travailleurEs immigréEs. Faut-il rappeler que, majoritairement, ils et elles n'ont pas le droit de vote? Une salle remplie par des éluEs, des politiques de connivence et une restitution à laquelle, selon BFM TV, 90% des 75 000 citoyenEs invités ont refusé de participer. Et dans le même temps, aucune chance de trouver dans les grands médias ne serait-ce qu'un aperçu de ce qu'ont débattu à Saint-Nazaire ce week-end, les 700 représentantEs des plus de 200 délégations de Gilets jaunes, issus des ronds-points, des assemblées, des manifestations, qui se poursuivent depuis cinq mois (voir ci-contre et page 12).

### Les reculs sociaux et la répression comme seules réponses

Profitant de la multiplicité des demandes exprimées, le gouvernement est bien décidé à faire un tri des décisions confortant les grandes orientations mises en œuvre depuis deux ans. La proximité des élections européennes lui impose néanmoins de tergiverser encore quelques semaines. Ce qui est déjà très concret, c'est la répression de toutes celles et



ceux qui depuis des mois expriment leurs colères: des dizaines de blesséEs graves, des milliers de contrôles préventifs, d'arrestations et de condamnations (2000 condamnations depuis le début du mouvement, dont 40% de peines de prison ferme), avec le déploiement de l'armée et l'utilisation d'armes dangereuses.

Quoi qu'il en soit, la logique des réformes prévues ou engagées est très claire. Pour les retraites, les fausses hésitations masquent mal la réalité: baisser les pensions, pénaliser les départs à l'âge légal, favoriser le développement des complémentaires pour celles et ceux qui en ont les moyens. Et cela au moment où le patron d'Airbus, Tom Enders, bénéficierait d'un surplus de retraite de 1,3 million d'euros par an, ou quand le gangster Carlos Ghosn voit lui échapper de peu une retraite chapeau de 765 000 euros par an qui devait s'ajouter à sa pension réglementaire.

En matière de fiscalité, pas question de revenir sur l'ISF, dont ils osent déclarer que son retour n'est

exigé que par 10% de personnes, déconsidérant ainsi l'ensemble des données de la restitution, ni de supprimer l'injuste TVA sur les produits de première nécessité. Pas question non plus de s'attaquer aux 500 fortunes qui représentent 25% du PIB aujourd'hui (contre 6% en 1996!). Et face à la demande de renforcement des services publics, la réponse indiquée par Édouard Philippe consiste à poursuivre leur «*réorganisation*», c'est-à-dire en fait leur désorganisation, voire leur destruction... La suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, la démolition du statut d'ici la fin du quinquennat sont toujours d'actualité.

### Construisons le «*ToutEs ensemble*»!

Les prétendues solutions du pouvoir sont en tout cas bien éloignées de l'Assemblée des assemblées de Gilets jaunes réunie à Saint-Nazaire: «*Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications*

*sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscients que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement le fameux "Tous ensemble" que nous scandons et qui rend tout possible. [...] Ne nous regardez pas, rejoignez-nous. Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.»*

Pour imposer nos revendications, la meilleure façon de nous faire entendre reste en effet notre mobilisation. L'ensemble des organisations qui refusent le monde de Macron doivent s'engager pour construire les ripostes nécessaires. Contre la répression, il est urgent de développer un front commun pour le soutien des blesséEs, des condamnés, de celles et ceux qui sont mis en examen, pour faire reculer la politique du pouvoir d'aggravation des lois répressives. Les personnels de l'Éducation nationale (massivement en grève jeudi dernier), les jeunes pour le climat, les locataires contre les expulsions, et bien d'autres, résistent. Nous devons faire converger ces résistances, les faire se joindre aux initiatives des Gilets jaunes. En particulier, la bataille pour le pouvoir d'achat, contre les inégalités salariales, notamment entre les hommes et les femmes, doit, par la grève, s'ancrer dans les entreprises. Le jeudi 11 avril pour les retraites, le samedi 13 contre la répression et pour la liberté de manifester, les samedis aux côtés des Gilets jaunes, doivent être l'occasion de construire ce «*Tous ensemble*». De l'autre côté de la Méditerranée, la mobilisation du peuple algérien qui a déjà imposé le départ de Bouteflika nous montre que quand on se mobilise, il est possible de gagner.

Robert Pelletier

## ALGÉRIE

# Les enjeux du moment

*Quel est l'enjeu politique principal du moment? Cet enjeu réside dans la capacité ou non du pouvoir à imposer sa solution de replâtrage du régime. Le mouvement doit, à l'inverse, l'empêcher d'atteindre ce but.*

L e mouvement a des points forts. Il est massif, national, rassembleur (interclassiste, intergénérationnel, mixte, tous les courants d'opposition...). Il a prouvé sa détermination durant six semaines et obtenu des résultats



TITI HADDAD

politiques importants, dont la démission de Bouteflika. Il a fait sauter la chape de plomb qui pesait sur la vie politique du pays et ouvert ainsi la

voie à une dynamique d'expression (manifestations, grèves...) et d'auto-organisation de masse. Il dispose de potentialités encore inexploitées au

sein de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Mais il est traversé par des contradictions secondaires (sociales, politiques, idéologiques) qui peuvent à tout moment devenir principales et le diviser voire le faire éclater. On peut mesurer ce risque en voyant la teneur des réactions aux agressions commises contre des groupes féministes lors de la manifestation du 29 mars à Alger. Car si le mouvement est uni pour en finir avec le régime, il ne l'est pas sur la tactique à mettre en œuvre pour l'atteindre. Il n'est pas davantage uni sur la perspective: quelle alternative? Par quoi remplacer l'actuel régime? Ces questions ne sont pas tranchées. L'absence d'organisation interne et le refus, compréhensible dans un premier temps, de la présence en son sein des forces politiques risquent fort de l'empêcher de se

# Un monde à changer

**LES FRONTIÈRES, NOTRE ALLIÉ ?** Jamais en panne d'imbécilités, Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement national a déclaré le 7 avril : « *le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière* ». Comme si les poussières issues de l'explosion de Tchernobyl s'étaient arrêtées aux frontières françaises, ainsi que cela avait été annoncé lors d'un journal télévisé à l'époque. Comme si les questions écologiques les plus cruciales ne nous rappelaient pas en permanence l'unicité de l'humanité.

Certes, il n'y a pas d'égalité devant les conséquences des pollutions mais, partout dans le monde, ce sont les riches qui sont le plus protégés et ce sont les pauvres, les travailleurEs, les petitEs paysanEs qui sont les plus exposés. Les esprits bourgeois les plus lucides sont d'ailleurs conscients de la nécessité d'actions internationales pour sauvegarder la planète : c'est ce qui explique des accords comme celui de la COP 21, même si ensuite, la plupart des États ne les mettent pas vraiment en œuvre.

Le problème, c'est que par les temps qui courent, de nombreux politiciens, au-delà des frontières de l'extrême droite et sans être

aussi caricaturaux que Bardella, sont tentés de susurrer la petite musique sur la frontière qui serait aussi « le meilleur allié » des travailleurEs, des paysans, etc. En fait, frontières ou pas, les classes dominantes exploitent et épuisent, comme l'écrivait déjà Marx, « *les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travail* ». Frontières ou pas, dans la phase actuelle du capitalisme, les bourgeoisies mènent les mêmes politiques néolibérales à courte vue. Laisser entendre que, dans un monde livré à l'anarchie capitaliste, les frontières seraient une sauvegarde, c'est propager une illusion. Le seul moyen de limiter les impacts de cette anarchie est la lutte sociale. Des frontières économiques ne pourraient avoir une utilité temporaire que pour protéger du marché mondial capitaliste une expérience de transition vers le socialisme. Mais, même dans ce cadre, elles seraient impuissantes face aux risques écologiques les plus graves qui ont tous une dimension qui transcende ces frontières. L'internationalisme est bien un pilier nécessaire du combat écologique.

## GILETS JAUNES

# L'appel de l'assemblée de Saint-Nazaire

Réunie du 5 au 7 avril à Saint-Nazaire, l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes (voir page 12) a adopté dimanche 7 un appel final. En voici le texte.

**N**ous Gilets jaunes, constitués en assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire, les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble. À la suite de la première assemblée de Commercy, environ 200 délégations poursuivent leur combat contre l'extrémisme libéral, pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

### « Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires »

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés, la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron. Pour seule réponse au mouvement incarné par les Gilets jaunes et autres mouvements de lutte, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire. Depuis cinq mois

partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations et au sein de nos assemblées, nous continuons à débattre et à nous battre, contre toutes les formes d'inégalité et d'injustice et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, ainsi que des services publics pour tous et toutes. Nos solidarités en lutte vont tout particulièrement aux neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons, fin du monde, fin du mois, même logique, même combat.

Face à la mascarade des grands débats, face à un gouvernement non représentatif au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'assemblée des assemblées peut recevoir des propositions des assemblées locales, et émettre des orientations comme l'a fait la première assemblée des assemblées de Commercy. Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux. L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance vis-à-vis des

partis politiques, des organisations syndicales et ne reconnaît aucun leader autoproclamé.

Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons tous débattu et élaboré des propositions pour nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination. Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en juin.

### « La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action »

Afin de renforcer le rapport de forces, de mettre les citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plateforme numérique. L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées citoyennes souveraines et de nouvelles. Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions des travaux de notre assemblée. Les résultats des travaux réalisés en plénière vont alimenter les actions et les réflexions des assemblées. Nous lançons plusieurs appels, sur les européennes, les assemblées citoyennes populaires locales,

contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement. Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore. Nous appelons à une semaine jaune d'action à partir du 1<sup>er</sup> Mai. Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique, populaire. La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscients que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement le fameux « tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible. Nous construisons tous ensemble à tous les niveaux du territoire. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous. Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.

doter d'une tactique efficace. Pour toutes ces raisons, le mouvement a besoin de temps.

### Pour un mouvement populaire prolongé

C'est pour cela, que, tenant compte des forces et faiblesses du mouvement, il convient de l'inscrire dans la durée et non de chercher une issue politique immédiate. La mobilisation populaire a besoin de temps pour s'étendre encore, s'organiser à la base, se doter d'une direction comprise, en premier lieu, comme une orientation conséquente et non une improbable structure dirigeante. Cela ne se fera pas en un jour.

Il convient, par ailleurs, de combiner de manière réfléchie et active, et non pas inconsciente et passive, une stratégie qui combine « guerre de mouvement » et « guerre de position ». La « guerre de mouvement »

prend principalement la forme des grandes manifestations du vendredi qui doivent se renforcer ou, à tout le moins, se maintenir au niveau de mobilisation actuel et rester les plus unies possible. Elle doit également prendre la forme de grèves sectorielles et/ou générales ponctuelles. Cette « guerre de mouvement » a pour objectif d'exercer une pression croissante sur le pouvoir actuel afin d'exacerber ses contradictions, d'isoler ses partisans les plus répressifs et de le forcer, finalement, à reculer puis à accéder aux revendications du mouvement.

### Guerre de position

La « guerre de position » vise quant à elle à s'emparer de places fortes. L'accès aux médias publics et la jouissance effective des libertés d'expression, de manifestation, de réunion et d'organisation associative, syndicale et politique et du droit de

grève... constituent des places fortes à conquérir ou reconquérir, élargir et défendre. Cela a commencé à se faire par le biais de manifestations et de grèves locales. La réappropriation de l'UGTA par les travailleurs et les syndicalistes représente une autre position stratégique à investir. Le processus est engagé, mais n'a pas encore atteint une dimension suffisante pour faire tomber la direction bureaucratique de la centrale. Elle doit se doubler de la construction d'un Front syndical avec les syndicats autonomes afin de travailler à reconstruire l'unité du camp des travailleurEs.

Il convient, comme cela a commencé à se faire, de reconstruire un mouvement étudiant autonome et démocratique ainsi qu'un mouvement de femmes, en attendant d'effectuer une percée dans le monde paysan. L'un des objectifs pourrait consister

à travailler à la réintégration au sein de l'UGTA de l'ancienne Fédération nationale des travailleurs agricoles qui avait été arbitrairement et autoritairement transférée à l'Union nationale des paysans algériens (UNPA). Une autre tâche consiste à soutenir, renforcer et élargir le camp des associations, syndicats et mouvements qui se définissent comme « société civile » et à les gagner à la perspective de l'Assemblée constituante. Il se peut également qu'un processus d'auto-organisation dans les quartiers des villes et dans les villages s'enclenche et que des comités populaires émergent. Mais personne ne peut le décréter. Il convient néanmoins de rester attentif à cette éventualité qui pourrait se réaliser à un certain degré de développement du mouvement.

**Hocine Belloufi, le 5 avril 2019**

Version longue sur : <http://www.contretemps.eu/algerie-debut-lutte-prolongee/>

## Le chiffre

# 64%

C'est, selon l'association Attac, le pourcentage du chiffre d'affaires cumulé des Gafa qui échappera à la « taxe Gafa » proposée par le gouvernement français. De quoi faire trembler, on n'en doute pas, les géants du numérique...



## Agenda

**Jeudi 11 avril, manifestation des retraités, Paris.** Départ 14h30, place de l'Hôtel-de-Ville, en direction de place de la Concorde.

**Vendredi 12 avril, grève pour le climat n°9, Paris.** À 14h, métro Assemblée-Nationale.

**Samedi 13 avril, manifestation des Gilets jaunes Acte 22.**

**Samedi 13 avril, manifestation pour la liberté de manifester, Paris.** À 14h, place de la République, en direction de Nation.

**Jeudi 18 avril, café-débat Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire, Paris 18<sup>e</sup>.** Avec Michael Löwy, à 19h30, à La Terrasse, 73 rue Marcadet, métro Marcadet-Poissonniers.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Je ne vois pas en quoi cela pose problème.*

Le procureur de la République de Nice, commentant le fait que la commissaire en charge de l'enquête sur les violences contre Geneviève Legay n'est autre que la compagne du commissaire chargé des opérations le jour de la manifestation, *Mediapart*, 8 avril 2019.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

**GILETS JAUNES****La répression judiciaire ou l'autoritarisme macronien**

À l'instar du journaliste David Dufresne, qui a entrepris un lourd travail de recension des violences policières commises lors des manifestations des Gilets jaunes, le site d'information indépendant *Basta!* a récemment mis en ligne une base de données recensant les violences judiciaires contre le mouvement. Là encore, les chiffres donnent le tournis et donnent une idée de l'ampleur de la répression contre ce mouvement social inédit.

C'est après l'Acte 20 que *Basta!* a publié une première version de sa base de données recensant les condamnations prononcées contre des Gilets jaunes, régulièrement mise à jour depuis<sup>1</sup>. Les chiffres « globaux » donnent une idée de l'étendue du phénomène : à la fin du mois de mars, ce sont ainsi pas moins de 2000 peines qui ont été prononcées avec, selon les chiffres du ministère de la Justice, 40 % de peines d'emprisonnement ferme et 60 % d'autres types de condamnations (sursis, amendes, travaux d'intérêt général, etc.). Pas moins de 390 mandats de dépôt ont été prononcés, soit autant de personnes incarcérées, tandis que 100 personnes ont été relaxées et 1700 affaires (soit presque une sur deux) classées sans suite.

**« Caricature de justice d'abattage »**

Au-delà de ces chiffres globaux, le travail réalisé par *Basta!* permet de voir, dans le détail, ce à quoi correspondent concrètement ces condamnations. Sur un peu plus de 400 cas étudiés, on constate ainsi que près de 60 % des condamnations concernent des cas de « violences contre les forces de l'ordre », parmi lesquelles 60 % visent des « jets de projectiles ». 20 % des condamnations ont été prononcées pour « dégradations », et « 20 % des condamnations sont liées à des faits sans liens avec des manifestations, à l'exemple d'un jeune homme de 28 ans, très présent sur les mobilisations des ronds-points, et condamné à Narbonne à six mois de prison ferme pour avoir diffusé sur les réseaux sociaux un appel à bloquer la raffinerie de Port-la-Nouvelle. » Autant dire que l'on est très loin des discours officiels qui tentent de réduire les peines prononcées à des cas de violences physiques contre les forces de répression, puisqu'en réalité ces cas représentent à peine 10 % du total des condamnations...

Les journalistes de *Basta!* ont en outre étudié les délais entre arrestations et condamnations, et constatent qu'environ 60 % des peines de prison ferme ont été prononcées dans les 3 jours qui suivent les faits. Une justice expéditive en somme, avec qui plus est de nombreuses condamnations pour « participation à un groupement en vue de commettre une exaction », autant dire des condamnations préventives à la *Minority Report*... Commentaire d'Adeline Hazan, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté : il s'agit d'une « caricature de justice d'abattage ».

L'échelle industrielle de la répression policière et judiciaire pèse lourd et brise des vies. Les ripostes qui se développent aujourd'hui, comme l'appel unitaire à manifester contre les violences policières et les lois liberticides, sont les bienvenues, même si l'on ne peut que regretter qu'elles soient tardives et n'aient pas encore pris l'ampleur nécessaire. Mais il n'est pas trop tard ! Face à Macron et ses sbires adeptes de l'autoritarisme, une mobilisation d'ampleur est nécessaire : il en va de nos droits démocratiques les plus élémentaires. D'autant plus que, comme l'affirme avec justesse Laurence Roques, du Syndicat des avocats de France (SAF), « cette idée qu'il y a les puissants d'un côté, et puis les autres – ce qui a déclenché le mouvement en novembre dernier – est renforcée par la manière dont les Gilets jaunes sont traités par la justice. Dans ces conditions, la colère sociale ne peut pas retomber. »

**Julien Salingue**

1 – Voir en ligne : <https://www.bastamag.net/Pour-quels-faits-et-a-quelles-peines-de-prison-des-centaines-de-gilets-jaunes>

**TRANSPHOBIE Avec Julia, pas de transphobes dans nos quartiers, pas de quartier pour les racistes!**

Le dimanche 31 mars 2019 place de la République à Paris, une odieuse agression transphobe a ciblé une femme trans, Julia. Alors qu'elle s'approchait du métro place de la République, trois hommes l'ont empêchée de passer, la harcelant de questions, lui touchant les seins, la bousculant, l'empêchant de passer, l'un d'entre eux sortant même son pénis et le secouant devant elle en la sommant de « lui faire plaisir ». Une agression très violente, mais malheureusement très banale quand on est une femme trans.

La violence transphobe est quotidienne. 85 % des personnes trans seront agressées au cours de leur vie et, en 2017, les actes transphobes ont augmenté de 54 %. Les personnes trans ont jusqu'à 10 fois plus de risques de se suicider que les personnes cis<sup>1</sup> et, chez les jeunes trans, 69 % ont déjà pensé au suicide, contre 20 % des jeunes en général. Les adolescentEs se retrouvent régulièrement jetés à la rue par leurs parents, avec très peu de soutien des institutions scolaires. La discrimination à l'embauche et au logement est très forte, quand on ne se fait pas virer tout court. De très nombreuses violences sont à déplorer au sein des couples, dans la rue ou en ligne, qui se cumulent à des préjugés transphobes et des questions continuelles et très intimes sur leur corps.

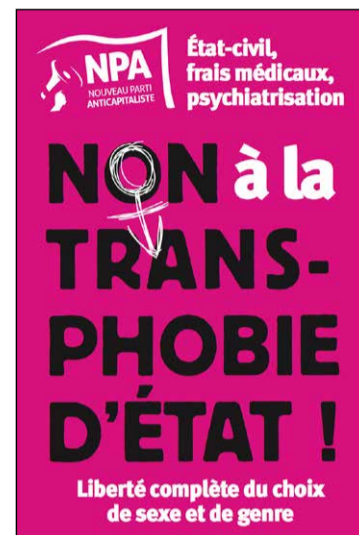
**Une de touchée, toutes concernées!**

Nous vivons dans une société qui perçoit comme une menace tout ce qui subvertit les normes de genre. Une des raisons profondes de cette bigoterie est que le contrôle du genre et des corps permet d'assurer un contrôle sur les structures de la famille, laquelle est essentielle au contrôle des populations et in fine au fonctionnement du capitalisme. D'une part, par le contrôle de la reproduction de la population (naissances, droits reproductifs, droits

des personnes LGBTI). D'autre part, par le contrôle de la reproduction de la force du travail, tout ce travail gratuit effectué pour l'essentiel par des femmes (entretien de la maison, éducation des enfants, soutien moral à l'entourage...) qui permettent une arrivée constante de main-d'œuvre sur le marché. La transphobie est ainsi une continuation sous d'autres formes de l'oppression des femmes, et la transmisogynie une manifestation du sexisme. Une de touchée, toutes concernées!

**Le bal des hypocrites est en marche...**

Le gouvernement verse des larmes de crocodile après l'agression de Julia mais, dans le même temps, absolument rien n'est fait pour lutter contre la transphobie : les obstacles restent les mêmes dans les parcours de transition et aucune campagne ayant un minimum d'ampleur n'est menée sur ces sujets, alors que le niveau d'urgence est très élevé. La faute première de la transphobie, c'est le gouvernement qui refuse de prendre ses responsabilités : il est le premier transphobe de France et celui qui cause le plus de dégâts. Car des mesures d'urgence pourraient être prises : contre toutes les formes de transphobie, nous revendiquons une transition libre et gratuite (remboursement à 100 % des frais médicaux, choix de son



équipe médicale); la liberté du changement de la mention de sexe à l'état civil et l'autodétermination de genre; l'arrêt des mutilations des enfants intersexes; le droit à disposer de son corps; un service public d'accueil pour toutes les personnes victimes de transphobie; la fin de toutes les discriminations.

**Pas de quartier pour les transphobes, pas de racistes dans nos quartiers**

Comme Julia s'est fait agresser en marge de la manif de soutien aux mobilisations algériennes contre Bouteflika, les réactionnaires en ont profité pour instrumentaliser l'agression et avancer un agenda

raciste. Mais les organisations algériennes ont officiellement condamné son agression. De plus, un tel discours est une insulte à toutes les femmes qui se battent en Algérie pour leurs droits. Enfin, il n'existe aucun endroit en ce monde qui ne soit ni sexiste ni transphobe. Face au racisme, nous défendons la solidarité!

Cette instrumentalisation raciste n'est pas anecdotique : un des outils récurrents du gouvernement pour poursuivre ses politiques islamophobes et plus généralement impérialistes, c'est de justifier ses violences en recourant à l'argument du « Sauvons les femmes ». Mais il se contrefiche, en réalité, des violences subies par les femmes cis et trans, ici comme ailleurs! Aucune politique féministe un tant soit peu sérieuse n'est mise en place en France, et la volonté, entre autres, d'expulser vers le Brésil de Bolsonaro des personnes trans séropositives où les attendent les violences et la mort n'est qu'une nouvelle et tragique preuve de l'absence totale de considération gouvernementale pour la vie des femmes cis et trans.

Nous ne concéderons rien : notre solidarité est antisexiste, anti-transphobe, antiraciste, anticapitaliste et révolutionnaire!

**Louise et Sally**

1 – Être cisgenre, c'est se définir et se reconnaître par le genre de naissance, ou assigné à la naissance.

**EHPAD Ne sacrifions pas nos aînéEs pour des profits!**

Le dimanche 31 mars, à l'EHPAD de Lherm proche de Toulouse, plusieurs résidentEs, victimes d'une intoxication alimentaire, ont été hospitalisés. Cinq d'entre elles et eux sont mortEs. Cet EHPAD appartient au groupe Korian, l'un des leaders sur le marché de « l'or gris », avec un chiffre d'affaires de 3,34 milliards d'euros en 2018.

Le groupe Korian prétend mettre l'accent sur la qualité de la restauration dans ses établissements, en vantant le « cuisiné sur place » et l'utilisation de produits de qualité. Mais comment cela peut-il être possible en ne consacrant qu'un budget de moins de 5 euros par personne pour les 4 repas (petit déjeuner, déjeuner, goûter, dîner)? Ainsi à Lherm, si les repas sont bien cuisinés sur place, les produits sont fournis par le géant de la restauration Sodexo.

**Course au profit**

Chaque résident paye environ 3000 euros par mois pour un service rendu médiocre, avec des économies sur le personnel et sa qualification, dénoncées par les familles des résidentEs, sur la qualité et les quantités des repas, mais aussi sur le nombre de protections autorisées sur la journée pour les personnes incontinentes...

Ce n'est pas la première fois que ce groupe fait parler de lui. En 2017 déjà, 13 personnes étaient mortes de la grippe dans une de leur EHPAD à Lyon, et des négligences avaient été mises au jour. Ce groupe a aussi été épinglé dans un reportage d'« Envoyé spécial » en septembre 2018, qui dénonçait le sous-effectif chronique permanent en personnel, ainsi que la course permanente aux économies au détriment de la santé des résidentEs. De plus, le groupe s'en prend aux salariéEs avec des licenciements comme à Marseille.

Voilà où mène la course au profit dans le secteur de l'hébergement pour personnes âgées dépendantes!

**Pour un véritable service public de la perte d'autonomie**

L'enquête devra établir les conditions ayant mené à ce drame. Mais on sait déjà que la course aux profits dans laquelle sont engagés les grands groupes capitalistes cotés en bourse

tels Korian et Sodexo crée les contions favorables à ce que de tels drames se (re)produisent. Le NPA apporte son soutien aux familles des victimes, ainsi que son soutien aux personnels dans ces moments difficiles. Toute la lumière doit être faite sur ces événements, et

les responsabilités du groupe Korian, si elles sont avérées, doivent être reconnues, dénoncées et condamnées. La santé, à commencer par celle des plus vulnérables, ne saurait être confiée à des intérêts privés!

Malgré de nombreuses mobilisations des personnels des EHPAD et les promesses gouvernementales, rien de probant n'a été fait et la situation est toujours catastrophique : manque de moyens financiers et humains, aucune reconnaissance envers le personnel qui y travaille, comme vient par exemple de le rappeler le rapport Libault remis à la ministre. Pour remédier à cela, le NPA défend la création d'un véritable service public de la perte d'autonomie, intervenant aussi bien en institution qu'à domicile, pris en charge par la Sécu, financé à la hauteur des besoins par la part patronale des cotisations sociales, ainsi que l'embauche et la formation du personnel (un agent par résident en EHPAD) payé au minimum au SMIC revendiqué : 1800 euros net.

**Correspondante**

# YÉMEN Les armes françaises complices de la crise humanitaire

Au Yémen, un enfant meurt toutes les 10 minutes. La pire crise humanitaire du monde, selon l'ONU. C'est le triste bilan des quatre années de guerre lancée par Mohammed ben Salmane (MBS), le nouveau maître de l'Arabie saoudite. Et des révélations récentes viennent de montrer que la France poursuit ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats, se rendant complice de crimes de guerre...

C'est le peuple yéménite qui paie le prix de cette guerre. Bombardements ciblés sur les réservoirs d'eau, les centrales électriques, les hôpitaux, les zones de stockage de denrées, blocus aérien et maritime d'un pays qui, plus que jamais, est dépendant de l'aide alimentaire internationale: tout est fait pour rendre insupportable la vie quotidienne des Yéménites, pour les affamer, les priver d'eau potable, rendre hors de prix les denrées alimentaires et les soins de base.

## Une guerre ravageuse

Triste bilan. Mohammed ben Salmane, nommé ministre de la Défense de la riche Arabie saoudite en 2015, espérait ne faire qu'une bouchée du pauvre Yémen. Il y voyait une guerre facile pour affermir son pouvoir dans la lutte de succession entre princes, pour réaffirmer aux USA d'Obama, qui venaient de signer avec l'Iran un accord sur le nucléaire, que son pays était le seul véritable rempart face au terrorisme et aux révolutions dans cette région riche en pétrole. La guerre aux Houthis, accusés d'être à la solde de l'Iran, est alors déclarée.

Depuis, le Yémen a explosé. Les Houthis dominent toujours Sanaa, la capitale. Le reste du pays est fractionné en autant de groupes militaires, parfois jihadistes, armés et financés par les Émirats ou l'Arabie saoudite. La facture est payée par le peuple yéménite, qui avait réussi à chasser le dictateur Saleh par sa

révolution de 2011. Officiellement plus de 10 000 mortEs, 60 000 blessés. Peut-être cinq fois plus selon de nombreuses ONG. Une terrible épidémie de choléra, 14 millions de Yéménites qui n'ont pas accès aux soins de base et 20 millions de personnes en état de dépendance alimentaire alarmant, soit les deux tiers de la population.

## « Les ventes d'armes rapportent gros »

Fin mars, lors d'une conférence de presse, mais aussi en projetant sur les murs de l'Assemblée nationale des slogans comme « En France les ventes d'armes rapportent gros, au Yémen elles coûtent cher. Des

milliers de civils tués. », plusieurs ONG comme Amnesty, Médecins du Monde ou Oxfam ont rappelé que la France a vendu, entre 2015 et 2017, plus de quatre milliards d'euros de matériel à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Les ONG ont réclamé l'arrêt des ventes d'armes françaises à l'Arabie saoudite, en suivant l'exemple allemand, qui a officiellement décidé d'un gel de ses ventes d'armes après le meurtre de Jamal Khashoggi. Pour toute réponse, le gouvernement, qui refuse une commission d'enquête parlementaire, a déclaré par la voix de Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, que l'action militaire de l'Arabie saoudite au Yémen se fait



essentiellement par voie aérienne, et que la France ne fournit « rien à l'armée de l'air saoudienne ».

## Complicité française avérée

Mensonge. Pour connaître la vérité concernant les ventes d'armes françaises, il faut faire un détour par la Chambre des communes britannique, qui a exigé du ministre du Commerce international la liste détaillée des exportations pour transfert vers l'Arabie saoudite et les Émirats. Et l'on a appris qu'en 2016 et 2017, le gouvernement britannique a exporté vers la France des composants destinés à la fabrication de pods Damocles, du système de téléguidage laser de bombes embarqué sur les avions de combats de l'Arabie saoudite. Quand les hôpitaux de Médecins sans frontières sont bombardés par les avions saoudiens, il est probable que les systèmes de guidage soient français. De même, une enquête de Mediapart a révélé qu'en plein blocus maritime du Yémen, qui bloque Hodeida et affame les Yéménites, l'entreprise publique française Naval Group assurait la rénovation de navires de guerre saoudiens, dans le port de Djedda. Un contrat supérieur à un milliard d'euros selon la Tribune, pour Naval Group, mais aussi Thales ou MBDA. Des informations qui s'ajoutent à la longue liste des matériels militaires français qui participent aux massacres!

Frank Cantaloup

Lire également sur notre site: <https://npa2009.org/actualite/international/yemen-la-france-complice-active-du-massacre>

# MAROC Contre la dictature de Mohammed VI, solidarité avec le peuple rifain et ses prisonniers!

Dans la nuit du vendredi 5 avril, quelques jours après la visite du Pape à l'occasion de laquelle la monarchie marocaine a cherché à vendre une image « d'ouverture et de tolérance », la justice « indépendante » de la dictature de Mohammed VI a confirmé, après un simulacre de procès, les lourdes peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour les principaux animateurs du Hirak rifain.

Le soulèvement du Rif, déclenché à l'automne 2016, tout comme ceux qui lui ont succédé à Zagora, Jerada et bien d'autres localités, sont fondamentalement pacifiques et défendent des revendications de base: des emplois, des hôpitaux, des écoles, la fin de la corruption et de la répression, l'accès aux services publics. Ces mouvements réclament la justice sociale, la dignité, l'accès aux droits fondamentaux, une autre répartition des richesses, dans un pays où la caste de milliardaires, dont le palais royal, ne cesse de s'enrichir et de piller à tout va.

## Répression politique d'ampleur

Le procès qui s'est tenu le 5 avril, boycotté par les concernés, ainsi que les lourdes peines prononcées, confirment le retour aux années de plomb et la permanence d'une gestion quasi coloniale de la région du Rif, toujours maintenue sous une chape de plomb sécuritaire.

Au total, ce sont 360 années de prison qui ont été infligées aux 53 détenus politiques, dont le seul crime est d'avoir manifesté pacifiquement pour des droits élémentaires et réclamé

la dignité pour le peuple du Rif. 53 détenus auxquels s'ajoutent 500 autres prisonniers, arrêtés depuis le début de la mobilisation. Les motifs de condamnation sont multiples: « tentatives de sabotage, de meurtre et de pillage », « réception de fonds, de donations et d'autres moyens matériels destinés à mener et financer une activité de propagande à même d'attenter à l'unité et la souveraineté du royaume », tentative « d'ébranler la loyauté des citoyens envers l'État marocain et les institutions nationales », etc.

Les détenus politiques de la prison d'Okacha, à Casablanca, ont assisté à une militarisation de leurs ailes après la confirmation des peines. Les prisonniers Nasser Zefzafi, condamné à 20 ans de prison ferme et Mohamed El Haki, condamné à 15 ans, se sont cousu la bouche avec des aiguilles et du fil, en signe de protestation, et ont été suivis par d'autres depuis.

## Peines pour l'exemple

Cette volonté de punir d'une manière exemplaire se veut une adresse à toutes les contestations sociales qui ne cessent de se développer sur



tous les terrains et dans tout le pays malgré la répression. Loin d'être une exception historique ou un régime de transition démocratique, la dictature marocaine n'ignore pas la possibilité de soulèvements populaires, comme en témoignent aujourd'hui les mouvements au Soudan et en Algérie. Le régime pense y faire face en criminalisant le combat mené pour la justice sociale, la liberté et la dignité. Mais il ne fait que préparer les conditions d'un tsunami démocratique et social qui l'emportera bien avant que Nasser

Zefzafi et ses compagnons aient fini de purger leurs peines.

Le NPA apporte toute sa solidarité aux prisonniers politiques et à leurs familles, et exige la libération immédiate des détenus. Il condamne fermement le silence des États occidentaux complices, en premier lieu celui de la France, qui ne cesse de couvrir les crimes du règne actuel et lui fournit l'appui nécessaire pour réprimer le peuple marocain. Nous appelons à participer à toutes les initiatives de solidarité et à les amplifier.

## SOUDAN

# Solidarité avec le soulèvement populaire!

Le soulèvement au Soudan a pris un nouveau tournant ces derniers jours. Des dizaines de milliers de manifestantEs ont organisé un sit-in devant la résidence du président soudanais Omar al-Bashir dans le centre de Khartoum dimanche 7 avril, après y avoir campé pendant la nuit. Ces occupations font suite à la plus grande manifestation de protestation depuis plusieurs mois.

Depuis le début du sit-in samedi 6 avril, les forces de sécurité ont tenté à plusieurs reprises de déloger les manifestantEs mais, malgré la répression, des milliers de personnes sont restées et, à l'heure où ces lignes sont écrites, tiennent bon. Dans le même temps, le Soudan connaît des pannes de courant d'ampleur, qui ont débuté quelques heures à peine après le blocage des réseaux sociaux sur l'ensemble du pays. Même s'il n'y a aucune explication officielle, il y a fort à parier qu'il s'agit d'une réaction au mouvement de sit-in et d'occupations qui va croissant contre les trois décennies de dictature du président Omar al-Bashir.



Le mouvement dure depuis décembre suite à de nouvelles annonces d'augmentations de prix, et appelle Bashir, au pouvoir depuis 1989, à se retirer, condition pour envisager d'en finir avec la situation économique et politique catastrophique qui règne au Soudan. Pourtant sous pression devant ce mouvement d'ampleur, Bashir a refusé de démissionner, déclarant l'état d'urgence pendant un an et ordonnant une répression qui a fait de nombreux morts, la police tirant à balles réelles sur les manifestantEs. Le bilan officiel fait état de 31 mortEs, mais les témoins et les ONG présentes sur place estiment qu'il est très sous-estimé. On dénombre par ailleurs des milliers d'arrestations: manifestantEs, journalistes, militantEs, responsables politiques, etc.

## Une révolte politique

Le mouvement part de problématiques économiques et sociales, mais il s'agit bien d'une révolte politique. Le slogan phare, repris par tous les cortèges, a été dès le départ « Le peuple veut la chute du régime », ou encore « Liberté, paix, justice, la révolution est le choix du peuple ». Les mouvements d'occupation sont une nouvelle étape dans la révolte populaire au Soudan, en continuité avec les soulèvements qui secouent la région depuis 2010-2011, et en phase avec le mouvement populaire en Algérie.

Le NPA salue l'insurrection soudanaise, l'assure de son soutien et réclame l'arrêt de la répression. Il appelle toutes les forces, syndicales, politiques, dans la jeunesse, à la solidarité internationale avec le peuple soudanais en lutte pour la démocratie et la justice sociale, contre le régime prédateur d'Omar al-Bashir.

Il rappelle aussi son soutien à la régularisation de touTEs les sans-papiers, parmi lesquelles de nombreux SoudanaisEs qui, lorsqu'ils et elles sont expulsés à Khartoum, sont de facto livrés au régime d'Omar al-Bashir. Nous appelons plus globalement à l'arrêt des politiques anti-migratoires au niveau européen, établies en concertation avec les dictatures locales comme c'est le cas avec le régime soudanais.

**A** lors que la campagne des élections européennes débute péniblement en France, avec entre autres le calamiteux « débat à 12 » organisé par France télévisions et Radio France la semaine dernière, nous avons décidé d'ouvrir les frontières en nous intéressant à divers autres pays européens. Quels sont les enjeux de la campagne et des élections européennes dans des pays aux situations politiques variées ? Nous proposons cette semaine un premier tour d'horizon en publiant des points de vue venus d'Allemagne, d'Italie et de Grèce, trois pays qui, pour des raisons diverses, expriment et cristallisent plusieurs des débats en cours à l'échelle de l'Union européenne.



## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES VUES D'AILLEURS



### GRÈCE QUELLE CAMPAGNE POUR QUELLE EUROPE ?

**P**aradoxe dominant en Grèce : alors que, depuis 10 ans, le capitalisme s'est appuyé sur les institutions européennes pour étrangler le pays, et alors que ces élections devraient donc être l'occasion d'un bilan rigoureux et d'une large mobilisation populaire pour appeler à la construction d'une Europe rouge et verte anticapitaliste, sociale et internationaliste, le début de campagne donne lieu avant tout à des lieux communs, sans remise en question de fond, hormis quelques voix à gauche, bien minoritaires dans les sondages.

#### Pourquoi si peu d'intérêt pour la question européenne ?

La raison principale vient peut-être précisément du fait qu'il y a eu défaite, et qu'au-delà de la victoire de la bourgeoisie locale, les vainqueurs, c'était cette Europe, qui paraît invincible, tout au moins sur le terrain des élections, de la légalité institutionnelle, de sa démocratie se traduisant en véritable dictature contre le peuple grec ! De plus, en mai, on votera le même jour pour les municipales, les régionales et le Parlement européen : les municipales pourraient avoir

plus d'intérêt pour l'électorat populaire, d'autant que, depuis quelques mois, le débat politique se tend, PASOK (sociaux-démocrates) et droite contre Syriza. Les questions européennes risquent donc de n'être qu'une toile de fond pour traiter la situation nationale. Ainsi, pour Syriza, l'aspect européen joue dans ses calculs d'élargissement du parti, avec l'appel de (presque) tous les dirigeants de Syriza aux « progressistes », en particulier à des cadres du PASOK, à former une « Alliance progressiste » pour les élections.

Les cadres de Syriza le justifient en déclarant constater un effort de la social-démocratie européenne pour se rapprocher de la gauche radicale, effort que Syriza tient à favoriser, les dirigeants socialistes européens se répandant en louanges sur la politique de Tsipras ! Du coup, la campagne européenne de Syriza se fera sur le thème du pôle progressiste – ouvert aux « centristes de progrès » – (sic) face au pôle réactionnaire. Gagnant-gagnant pour les appareils : Syriza tente de reconstruire une majorité électorale et la social-démocratie européenne se refait une santé en prenant l'exemple du sage Alexis, qui a obéi aux institutions tout en allégeant un tout petit peu la situation (salaire minimum augmenté de 11%, de 27% pour les jeunes dont le « salaire jeune » est aboli). Or, non seulement les institutions européennes sont responsables



WIKIMEDIA COMMONS

de l'actuelle misère sociale, mais elles continuent leur œuvre : la Grèce vend des biens nationaux à des entreprises européennes et elle est sous contrôle permanent jusqu'en... 2060. On vient d'entendre le refrain à l'occasion de l'obtention d'une somme d'1 milliard, le président de l'Eurogroupe Centano, approuvé par le commissaire Moscovici, rappelant que dans un an, les maisons des (nombreux) endettés insolubles pourront être vendues sans obstacle !

#### Quelle campagne ?

Une campagne 100% à gauche devrait comporter des axes de mobilisation d'urgence :

- ▶ non-paiement de la dette, augmentation immédiate des

- salaires et des retraites (le salaire minimum, même augmenté, est de... 546 euros) ;
- ▶ des moyens pour l'éducation, la santé ;
- ▶ ouverture des frontières et libre circulation des migrantEs (des rassemblements de migrantEs tentant de rejoindre et de passer la frontière nord viennent d'être réprimés) ; lutte unitaire contre le racisme ;
- ▶ contre la réaction, contre les fascistes : non seulement les assassins de Chryssi Avgi (Aube dorée) sont toujours libres – et agressent – mais la droite a adopté son cours ; l'unité antifasciste est indispensable ;
- ▶ contre le nationalisme – hystérie par rapport à la reconnaissance de la Macédoine du Nord,

avec rassemblements mêlant la droite et les nazis, mais vus par le KKE (PC) et LAE (Unité Populaire) comme des manifestations de « patriotes » –, pour la solidarité internationale ;

Si on lit les programmes ou les déclarations, ces axes se retrouvent à Antarsya comme à LAE – et dans une moindre mesure au KKE (Parti communiste) qui met comme préalable de former un gouvernement... du KKE –, mais la volonté de « rupture anticapitaliste » avec l'UE, c'est pour retrouver l'indépendance nationale, surtout chez LAE, en quittant la zone euro, ce qui n'effrayerait pas forcément le patronat grec et qui n'est surtout pas crédible comme programme d'émancipation, même minime ! La défaite des luttes des années 2011-2015 et les restructurations sociales imposées depuis pèsent lourd, y compris pour les organisations de gauche : le mouvement syndical unifié risque la scission et les différentes forces militantes se donnent surtout comme but de se renforcer les unes aux dépens des autres. Même Antarsya n'est pas sûre de pouvoir se présenter unie aux élections européennes, vu les divisions sérieuses entre ses principales composantes. Ainsi, aux municipales sur Athènes il y aura deux listes de cette formation... Pour la gauche grecque, il y a urgence à éviter les replis sectaires et à œuvrer à des réponses internationalistes !

À Athènes, A. Sartzekis



**L**es élections européennes du 26 mai se dérouleront, en Italie, dans un contexte économique et social très pesant et dans une situation politique complexe. La Ligue de Matteo Salvini n'est plus seulement le parti de la petite bourgeoisie en crise du nord de l'Italie, mais un parti national et nationaliste qui a acquis au sud un important consensus, et qui a pu construire dans l'ensemble du pays une base lui permettant de prétendre à l'hégémonie. La rhétorique obsessionnelle contre « l'ennemi extérieur » et ses prétendues cinquièmes colonnes (migrantEs et ONG), l'image astucieusement construite de « l'homme du peuple », l'accent mis sur la sécurité au sens de la loi et de l'ordre public, la possibilité de partir en retraite dès 62 ans (contre 67 actuellement) mais avec impérativement au moins 38 ans de cotisations (ce qui en exclut les plus précaires), le retour à la « tradition »... tout cela a eu un impact dans une société fatiguée et effrayée, en proie à de très fortes angoisses sociales et individuelles, Salvini et la Ligue offrant un exutoire réactionnaire à la colère et à la frustration.



## ALLEMAGNE « QUI SONT LES VRAIS EUROPÉENS ? »

contre le rouleau compresseur de l'industrie allemande. Et les taux d'intérêt pour les emprunts de l'État allemand sont entre zéro et négatifs. L'État allemand et les banques en Allemagne gagnent considérablement en prêtant aux pays comme la Grèce.

L'effet en est remarquable : l'Allemagne est un des rares pays qui réussissent à faire baisser leur endettement. En 2010, il s'élevait à 81,8% du PIB à 64,1% en 2017 et à 60,9% en 2018. Évidemment, cela ne peut continuer comme ça, puisque la conjoncture est en baisse. Mais tous les partis (et la vaste majorité de la population) savent bien que l'UE est bien avantageuse pour l'économie allemande. Ainsi, défendre les « richesses de l'Allemagne » contre les fainéants, c'est cela qui compte pour tous ces partis.

Les Verts critiquent telle ou telle mesure prise par le Conseil des ministres et demandent plus de compétences pour le Parlement européen mais ils ne prononcent aucune critique de l'UE impérialiste, militariste, etc. Le parti d'extrême droite, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) a atténué sa propagande pour le Dexit (sortie de l'Allemagne de l'UE) et se concentre sur le modèle d'une « Europe des patries », sans trop préciser ce que cela veut dire.

### Les points de concordance

Tous les partis bourgeois (le SPD inclus) sont unanimes qu'il ne faut



WIKIMEDIA COMMONS

surtout pas instaurer une « union d'endettement », ce qui veut dire : l'Allemagne doit être sauvée du danger de... devoir payer pour les « dettes des autres ». Mais il y a encore d'autres points qui font l'unanimité de tous ces partis :

– Pour eux, il est absolument prioritaire de refouler les réfugiés. Donc tous ces partis sont pour le renforcement de Frontex et pour entraver le travail des équipes civiles de sauvetage. L'AfD demande non seulement la fermeture absolue des frontières pour tous les réfugiés, mais aussi de baisser « le taux des étrangers dans la population » ce qui ne se réaliserait que par l'émigration forcée de beaucoup d'étrangers.

– Le traité de Lisbonne exclut une politique militaire commune, mais la réalité est bien différente et tous les partis bourgeois (sauf dans

une certaine mesure les Verts) soutiennent l'armement de l'UE. Sous l'égide de la « politique étrangère et de sécurité commune » l'UE construit une armée européenne pour défendre les intérêts géostratégiques du capital européen. La PESCO a déjà planifié et coordonné 34 interventions qui visent à contrôler les régions voisines de l'UE à travers des projets « civils-militaires ». Surtout le projet d'établir un budget militaire au niveau de l'UE montre le caractère grandissant militariste de l'UE.

– Le comble : la création de l'Eurogendfor (Force de gendarmerie européenne) vient d'établir une gendarmerie internationale qui est censée intervenir dans les pays où les émeutes (ou les insurrections) dépassent les capacités de répression par les gendarmeries nationales....

### « Qui sont les vrais Européens ? »

Alors les débats entre tous les partis bourgeois (hormis l'AfD) tournent autour de la question : qui est plus « européen » que les autres ? Tous les programmes pour les élections déclarent que le nationalisme va nuire à « l'Europe » (sous-entendu : qui nous sert si extraordinairement). C'est ça leur lutte contre l'AfD ! Mais cela ne les empêche pas d'assimiler une bonne partie du programme sécuritaire et raciste de l'extrême droite.

Le discours sur les vrais (ou les meilleurs) « Européens » a un autre effet assez important : identifier l'UE et l'Europe renoue avec le sentiment spontané d'une grande partie de la population de vouloir être ouvert (et non pas borné), partir en vacances à l'étranger, etc. Donc : si tu ne veux pas être rétrograde, tu dois être « Européen » et cela se traduit par être pour l'UE.

L'identification de l'Europe avec l'UE dans le discours public a ses effets aussi sur le parti Die Linke. Sa présidente Katja Kipping déclare : « Je suis pour l'UE parce que je suis une Européenne enflammée. » Malheureusement, cette attitude est devenue typique pour la majorité du parti qui – lors de sa récente conférence pour les Européennes – ne dit plus que l'UE est impérialiste et militariste – ce que le parti disait encore lors des dernières européennes.

### Deux tendances sociales et politiques opposées

À cause de la crise de la politique des partis traditionnellement majoritaires (CDU/CSU et SPD), ces partis perdent de la crédibilité, le SPD étant aujourd'hui plus faible que les Verts ou l'AfD. La croissance de l'AfD et le glissement de la politique gouvernementale vers la droite (pour ainsi rendre l'AfD superflu) est un tournant réactionnaire qui met en danger les droits démocratiques tout en renforçant l'AfD. Les Verts, quant à eux, sont au gouvernement dans 8 des 16 Bundesländer, et ne représentent aucune alternative.

Heureusement le mouvement des jeunes pour le climat (« Fridays for Future ») se situe vraiment aux antipodes de tout cela. Des dizaines de milliers de jeunes participent chaque vendredi à des manifestations demandant des mesures radicales pour sauver le climat : le 15 mars dernier, ils et elles étaient 300 000 ! Le Premier ministre de Bade-Wurtemberg (Kretschmann, membre des Verts) voudrait interdire ces manifs durant les heures de cours, mais – au moins pour le moment – les jeunes ne se laissent pas intimider.

Nous nous attendons à un prolongement de ce mouvement. C'est une chance pour la renaissance d'une opposition radicale à ce système meurtrier.

**Jakob Schäfer, membre de l'ISO**

## ITALIE LA GAUCHE AFFAIBLIE, L'EXTRÊME DROITE EN PREMIÈRE LIGNE

### La Ligue et la « société homogène »

Salvini est sans aucun doute l'homme fort du gouvernement, à la tête d'un parti pour lequel tous les sondages annoncent un score électoral en hausse importante (30% actuellement). La Ligue est effectivement très susceptible de réaliser un exploit électoral aux élections européennes. Mais, après le 26 mai, ce parti sera soumis à des pressions encore plus fortes exercées par des secteurs sociaux hétérogènes, aux intérêts souvent incompatibles, qui demanderont avec force au parti en situation de majorité relative de répondre à leurs besoins respectifs en matière économique et sociale. La trajectoire de la Ligue ne sera donc pas nécessairement irrésistible. Au niveau européen, la Ligue a établi des rapports avec les partis souverainistes de droite de différents pays : l'AfD allemande, le Parti du peuple danois, le parti des Vrais Finlandais. Ceci s'ajoute aux relations déjà en place avec le RN de Marine Le Pen et avec le Parti de la liberté autrichien. Vu de la Ligue, ces rapports reposent sur une idée de l'Europe fondée sur des nationalismes, unis essentiellement par le refus d'une unité transnationale européenne, la haine envers les migrantEs et la nostalgie, régressive et illusoire, d'une « société homogène » et fermée dans chacun des pays respectifs.



WIKIMEDIA COMMONS

### Le M5S à la dérive ?

Le M5S (Mouvement 5 étoiles), allié gouvernemental de la Ligue, exprime des aspirations contradictoires, sans avoir d'expérience ou d'enracinement, ni d'idéologie claire et reconnaissable. Formation interclassiste, s'affirmant « ni de droite ni de gauche », le M5S a pu s'affirmer dans une situation de rejet aveugle du statu quo politique et social mais, confronté à l'épreuve du gouvernement avec un allié beaucoup plus solide, ces caractéristiques sont devenues un obstacle qui l'a systématiquement affaibli, en particulier parce que le M5S a dû reculer sur la quasi-totalité de ses revendications les plus importantes sur le plan symbolique (à l'exception du « revenu de citoyenneté »), alors qu'il a accepté toutes les mesures prises

contre les travailleurEs et les droits démocratiques. Les sondages actuels lui donnent autour de 20%, en forte baisse par rapport aux précédentes élections (34%). Face à la fermeture de l'espace à droite, presque entièrement occupé par la Ligue, le leader du M5S Luigi Di Maio tente d'occuper un espace à gauche pour contrer ce qui est maintenant son principal concurrent, le PD (le Parti démocrate, issu de la social-démocratie). Et il le fait en critiquant quotidiennement la Ligue d'un point de vue « de gauche ». Il se peut qu'il ne s'agisse que d'accrochages de campagne électorale, mais on ne peut exclure que, lors d'une confrontation avec des armes en principe à blanc, un coup accidentel ne parte, ce qui pourrait mettre la coalition

gouvernementale en question après les Européennes. Au niveau européen, le M5S cherche des alliances avec divers partis (en Croatie, en Finlande, en Pologne, en Grèce...) qui partagent idéologiquement le « ni droite ni gauche » et qui mettent en avant les thèmes de la démocratie directe, de la lutte contre la bureaucratie, du soutien à l'industrie nationale, de la lutte contre la corruption et de la défense de la souveraineté nationale. Des thèmes qui recoupent partiellement ceux de la droite populiste, bien que ces partis soient parfois issus de la désagrégation de la gauche (et en reprennent encore quelques thèmes). En pratique, le projet européen de ces formations ne s'écarte pas trop de ceux de la droite nationaliste tout court.

### Vernis de gauche chez les sociaux-démocrates

Le PD, qui semblait être dans une crise vertigineuse, est retourné sur le terrain après l'élection d'un nouveau secrétaire général, Nicola Zingaretti. Ce dernier a l'intention de reconstruire une alliance de centre-gauche capable de rendre le parti à nouveau compétitif. Il veut dépasser le discours de Renzi et s'ouvrir aux thèmes de l'anticapitalisme, de l'écologie et du féminisme, afin d'exploiter la sensibilité d'un électoral réceptif aux idées de gauche. La participation du PD aux récentes manifestations de rue témoigne précisément de cette stratégie, et une partie de

ceux qui s'opposent au gouvernement pourrait être tentée de jouer cette carte. Bien entendu, le PD n'a pas du tout tourné par rapport à son orientation précédente. Il a simplement modifié son discours et pas du tout infléchi les principes fondamentaux d'une approche totalement libérale et favorable aux employeurs. Il essaie, en changeant sa communication et sa symbolique, de tirer le meilleur parti possible de l'opposition existante à ce gouvernement et à ses mesures réactionnaires. Cette tactique pourrait réussir, du moins en partie, en l'absence d'une gauche radicale et alternative dotée d'une influence de masse : une telle gauche semble aujourd'hui avoir touché un creux historique en Italie. La vision européenne et les alliances du Parti démocrate s'inscrivent dans le cadre traditionnel du social-libéralisme, essayant de renforcer l'union politique et économique de l'UE capitaliste, afin de mieux faire face à l'impact de la concurrence mondiale, à laquelle les bourgeoisies nationales individuelles ne pourraient pas résister. En ce sens, le PD prend en charge les préoccupations des secteurs les plus dynamiques du capitalisme national sur le plan international.

### Faiblesse de l'offre politique à gauche

La seule liste à gauche sera celle menée par le PRC (Parti de la refondation communiste)

et Sinistra Italiana (la « gauche italienne » issue essentiellement des milieux écologistes et de scissionnistes du PD), avec une prééminence de cette dernière. Il s'agit objectivement d'une proposition politique faible, qui n'a pas alimenté une dynamique large de participation et d'enthousiasme. Cette liste exprime également une orientation politiquement euro-réformiste, et le rôle central qu'y joue Sinistra Italiana (qui n'a jamais coupé son cordon ombilical avec le PD), constitue un élément important et négatif de son ambiguïté politique. Néanmoins, ce sera la seule liste qui tentera d'exprimer au moins une sensibilité antilibérale lors de ces élections et, en ce sens, sa présence est positive. Pour cette raison, et afin d'éviter une débâcle qui pèserait un peu partout dans la gauche italienne, même anticapitaliste, et pour contrer électoralement la Ligue, le M5S et le PD, il nous semble possible d'inviter à voter pour cette liste.

Sinistra Anticapitalista mènera simultanément sa propre campagne politique indépendante pour défendre une position anticapitaliste et internationaliste, contre cette Europe et ses traités, pour l'unité des classes travailleuses, nationale et immigrée, dans la lutte pour la défense de leurs conditions de vie et de travail, et pour les droits démocratiques et sociaux.

**Antonello Zecca, membre de Sinistra Anticapitalista (traduction HW)**

## LA POSTE

## Non à la répression qui frappe de nouveau les postierEs du 92!

La semaine dernière, quatre postierEs du 92 étaient convoqués par une juge d'instruction du tribunal de Paris. Trois d'entre elles et eux ont été mis en examen pour « dégradations, violences volontaires sur personne chargée d'une mission de service public et violation de domicile » (!), suite à une occupation du siège national de La Poste qui remonte à... 2014! Et si la quatrième postière n'est pas mise en examen maintenant c'est uniquement parce qu'elle était en congé à ce moment-là.

Alors que les postiers et postières du 92 sont en grève depuis plus d'un an et que les négociations ont démarré seulement depuis un mois, la direction de La Poste, qui a perdu vingt-deux fois devant la justice durant ce conflit, est obligée de remonter le temps pour ressortir des dossiers anciens et tenter de discréditer les grévistes. Mais le plus grave est l'attitude de la justice, qui avalise une telle démarche en transformant l'occupation d'un lieu de travail par des grévistes en délit.



H. CLUCK

## Les postierEs n'ont rien à faire chez un juge!

C'est une tentative d'intimidation supplémentaire vis-à-vis de salariéEs en grève depuis le 26 mars 2018. Et dans la foulée, Gaël Quirante était convoqué mercredi 10 avril au commissariat du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour répondre d'une prise de parole à un grand raout de start-upers il y a un an, action à laquelle plus de 200 personnes avaient participé!

Le NPA demande l'arrêt immédiat de toutes les poursuites judiciaires engagées à l'encontre de Gaël et de ses camarades postierEs. Le NPA leur apporte tout son soutien, et affirme que les seuls vrais coupables sont les dirigeants de La Poste, qui affament depuis plus d'un an 150 familles de grévistes luttant pour leurs conditions de travail et le service public postal.

Correspondante

## ÉDUCATION NATIONALE

## Contre Blanquer et ses contre-réformes, étendre et généraliser la grève

Jeudi 4 avril, la grève a une nouvelle fois été très puissante dans l'Éducation nationale, particulièrement dans le premier degré. Les taux de grévistes ont été impressionnants dans certains départements, comme à Paris où il a atteint les 70 %, dans les Hauts-de-Seine (60 %), dans la Haute-Garonne ou encore en Loire-Atlantique (40 %)...

Si nationalement les taux de grève ont été moins forts dans le second degré, la mobilisation y a toutefois été importante. Les lycées professionnels, notamment, ont été de la partie : ainsi dans le 95, 170 enseignants et enseignantes ont voté la grève reconductible. La colère des enseignantEs s'est également manifestée à travers les manifestations qui ont eu lieu sur tout le territoire : plusieurs milliers de manifestantEs à Paris, 1200 à Nantes, 1500 à Angers, 500 à Clermont-Ferrand, Montpellier, Lyon... Les différentes AG qui se sont réunies à la suite de ces manifestations ont rassemblé beaucoup de collègues : 220 à Paris, 170 à Toulouse, près de 400 à Nantes, etc.

## Toutes les raisons de se révolter

Il faut dire que les raisons de se révolter sont nombreuses. « L'école de la confiance » de Blanquer n'est autre chose que la mise au pas des enseignantEs. Dans le premier degré, la création des établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux, qui regrouperaient dans une même entité les écoles et les collèges de secteur, permettrait de réaliser de nouvelles économies, avec la mutualisation des moyens matériels et humains. Cela signifierait également, pour les enseignantEs du premier degré, la disparition des directeurs et directrices d'école, remplacés par les chefs d'établissement de collège et de lycée.

Dans le second degré, la réforme du lycée général réduit encore le nombre d'options et d'heures



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

disciplinaires. La réforme du bac liquide purement et simplement le caractère national de ce diplôme. Tout cela va dans le sens de l'accentuation de la sélection sociale mise en place par Parcoursup. Enfin, dans l'enseignement professionnel, la réforme Blanquer diminue de manière considérable les horaires disciplinaires, avec à la clef des milliers de suppressions de postes.

Mais ce qui a le plus révolté les collègues, et qui est mis en avant dans toutes les manifestations, c'est le système autoritaire que Blanquer cherche à mettre en place dans l'Éducation nationale. L'article 1 de la loi dite « École de la confiance » s'appuie ainsi sur le prétendu « devoir de réserve » des fonctionnaires pour menacer de poursuites judiciaires les profs qui oseraient critiquer sur les réseaux sociaux la politique du ministère! Et Blanquer n'a pas attendu le vote de sa loi pour réprimer les enseignants et enseignantes : ainsi, le 27 mars, 4 professeurEs du collège

République à Bobigny, connus pour leur engagement syndical, ont appris qu'ils et elles faisaient l'objet de procédures disciplinaires, dont des mutations forcées pour deux d'entre elles et eux!

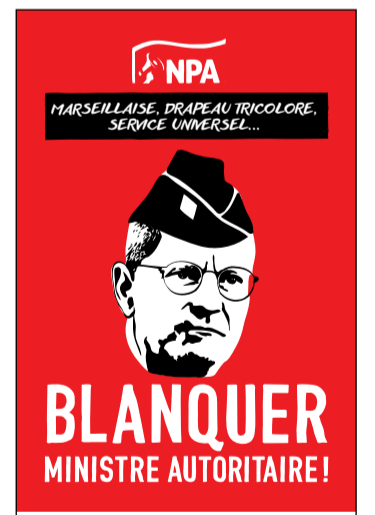
## Construire la grève reconductible pour gagner

Face à cette politique, enseignants et enseignantes se mobilisent et s'organisent. Les différentes journées de grève qui se sont succédées ont mis Blanquer en légère difficulté. Le 27 mars, il déclarait ainsi au Parisien : « Je suis prêt à amender mon projet de loi ». Mais force est de constater que, pour l'instant, il a réussi à maintenir le cap! Il est donc nécessaire de renforcer le rapport de forces en faveur des enseignantEs.

Les profs en sont bien conscients, puisque dans différentes AG, la question de la grève reconductible a été clairement posée. Mais, pour l'instant, le pas n'a pas encore été franchi. Sans surprise, la politique des directions syndicales n'aide pas : alors que les AG du 19 mars avaient voté une nouvelle date de mobilisation le 28 mars, l'intersyndicale, Snuipp en tête, s'est précipitée pour annoncer la grève du 4 avril. Et aujourd'hui, alors que dans les AG du 4 avril, beaucoup de collègues ont évoqué la reconduction de la grève,

l'intersyndicale appelle à un nouveau temps fort le 18 avril, mais surtout explique que la nouvelle grande journée de mobilisation sera le 9 mai, jour de grève appelée par l'intersyndicale de la Fonction publique. Bien sûr, cette journée apparaît désormais comme un objectif de mobilisation, qui devrait d'ailleurs regrouper bien plus large que la seule Fonction publique. Mais surtout, cette date pourrait clairement devenir le point de départ d'un mouvement qui s'ancre et se donne les moyens de gagner en entamant un bras de fer, par la grève reconductible. Il est plus que jamais nécessaire de renforcer l'auto-organisation à la base. C'est en se regroupant, en se retrouvant entre collègues de différentes écoles, de différents bahuts, en impulsant des AG de ville mais également des AG départementales, que l'on pourra regrouper nos forces et se donner mutuellement confiance. C'est également en tissant ces liens, en organisant les tournées d'établissements, qu'il sera possible d'étendre et de généraliser la mobilisation. Car face à Macron et Blanquer, une seule voie est possible : la grève reconductible de toute l'éducation, de la maternelle à l'université.

Aurélien Perenna

PESSAC 3<sup>e</sup> semaine de grève à la Monnaie

La grève entamée le lundi 25 mars à la Monnaie de Pessac pour une augmentation des salaires de 190 euros continue, malgré les manœuvres de la direction. Ainsi, la semaine dernière, le PDG présent sur l'usine a proposé une « sortie de crise »... pour tenter de diviser le mouvement.

Le PDG a annoncé une augmentation de 3,5% pour les salaires inférieurs à 26 000 euros par an et de 2,5% pour les salaires entre 26 000 et 36 000 euros... et toujours rien pour les autres sur l'augmentation collective. Outre que cela reste loin du compte pour les plus bas salaires, cela exclut les ouvriers d'État d'une augmentation générale... alors que les salaires du « top 10 » ont encore augmenté de 3,52% cette année, après une hausse de 7,8% l'an dernier...

## Contre la division, pour la solidarité

Mais surtout, la direction a tenté cette fameuse « sortie de

crise » avec un chantage et un ultimatum à la clef, puisque la mesure ne s'appliquerait que si le travail reprend. Au total, l'assemblée générale a voté le refus de ces « propositions » et la continuation du mouvement. Beaucoup se sont exprimés pour dire qu'il faut que tout le monde gagne quelque chose, et surtout que notre collectif sorte renforcé de la grève et sûrement pas divisé.

Depuis, la question de la solidarité financière, en particulier pour les contractuelEs, est venue aider le mouvement. Nous avons reçu des soutiens d'équipes syndicales CGT de Ford, territoriaux, clinique Bordeaux-Nord, UL, UD, de



DR

Sud PTT, de Sud Santé et des retraités de la Monnaie qui viennent nous soutenir régulièrement. Cela renforce le moral des grévistes.

Malgré la tentative de pourrissement du mouvement menée par la direction, la grève tient et est reconduite chaque jour à la demi-journée. Du coup, nous avons aussi décidé de

médiatiser notre mobilisation et de sortir de devant la porte de l'usine pour se faire voir et populariser la lutte pour les salaires. C'est dans l'air du temps, nous avons commencé par faire une action mardi 9 avril sur un rond-point central de notre zone industrielle. La lutte continue!

Correspondant

## RENAULT

## Retour à la case prison pour Carlos Ghosn

La semaine dernière, Carlos Ghosn a de nouveau été arrêté au Japon. La nouvelle accusation concernerait des flux financiers provenant de Nissan et Renault qui auraient atterri, via Oman, sur les comptes d'une société contrôlée par des proches de l'ancien magnat. Son épouse Carole Ghosn, dirigeante de cette société, a préféré fuir les procureurs nippons. Arrivée en France, elle en appelle au « pays des droits de l'homme » pour faire libérer son mari. Pendant ce temps, la nouvelle direction de Renault cherche à se blanchir et prépare de nouveaux coups contre les travailleurEs.



## ÉDUCATION NATIONALE

# Rectorats de Caen et Rouen : « La fusion, c'est toujours non ! »

Toutes les semaines, les agentEs du rectorat de Caen donnent un concert un peu spécial sous les fenêtres de leur direction. Casseroles, caisses d'archives, sifflets, cornes de brume, tout est bon, du moment que ça fait du bruit.

**P**ourtant, il y a encore quelques mois, personne n'aurait parié que ces salariéEs en charge de l'administration de l'Éducation nationale pour la région se rebelleraient.

Depuis la fusion des deux régions Haute-Normandie (Rouen) et Basse-Normandie (Caen) en une Normandie réunifiée, toutes les administrations suivent le mouvement afin de supprimer des emplois. Au rectorat de Caen, 129 des quelque 400 salariéEs sont menacés de perdre leur poste. Et il est évident pour tout le monde que le jeu de bonneteau entre les services partant pour Rouen et ceux qui feront le trajet en sens inverse ne suffira pas à recaser tout le monde.

## Mépris tout macronien

Alors que la fusion est annoncée, depuis des mois, pour septembre prochain, ils et surtout elles (deux tiers au moins des agents sont des agentes) ne savent toujours pas ce qui va leur arriver. Un jour, on annonce aux unEs qu'il faudra changer de métier et aux autres qu'ils et elles peuvent chercher du travail ailleurs... et le lendemain c'est presque l'inverse ! La direction se veut rassurante : pour que ça se passe bien, elle a recruté un DRH dans le privé qui poussera le plus possible d'agentEs hors de la fonction publique...

Ce mépris tout macronien a eu au moins une vertu. Grâce à lui, des employéEs qui ne s'étaient jamais adressé la parole se sont rencontrés, ont partagé leurs angoisses (Déménager ? Changer de métier ? Perdre les quelques droits attachés au statut de fonctionnaire ?) et leur révolte. Des gens qui n'avaient jamais lutté se sont mis en grève, se sont serré les coudes quand la secrétaire générale, ne supportant pas d'avoir été huée en compagnie du recteur, a annoncé des sanctions (avertissements, retrait d'un jour de salaire), ont obtenu le retrait de ces sanctions, et continué de manifester... masqués – c'était le jour du carnaval étudiant.

Le recteur a été poussé à la démission et remplacé fin mars. Il faut dire qu'il avait évoqué publiquement ses efforts auprès du ministre pour repousser la fusion au moins d'un an. La nouvelle rectrice annonce qu'elle maintient le cap... dans des termes qui, à l'heure où nous écrivons, confortent les agentEs dans leur volonté de lutter. Une fois les vacances de Pâques terminées, la rentrée sera chaude...

Correspondants



FRANÇOIS FERRETTE

## SAINT-MALO Le pré-G7 contesté

Les réunions préparatoires au G7 se sont tenues à Dinard et Saint-Malo les 5 et 6 avril avec les ministres des Affaires étrangères. Et la mobilisation était de mise.

**M**algré une véritable paranoïa sécuritaire de la part des autorités politiques et policières, les anticapitalistes et les progressistes ont réussi à faire entendre leurs voix pour dénoncer cette hypocrisie des puissants à vouloir gloser sur la « lutte contre les inégalités ».

### « Refusons le G7 et son monde »

Vendredi 5 au soir, à l'initiative du collectif de la Côte d'Émeraude « Refusons le G7 et son monde », dont le comité NPA du pays malouin est une composante active, une soirée-débat réunissait plus de 60 personnes pour faire ressortir les préoccupations des gens d'ici, en contrepoint à ce qui se discutait au même moment autour de la table du dîner de gala au château de Saint-Malo.



NPA

Samedi 6 au matin, une manifestation des Gilets jaunes se déroulait dans la ville pour rappeler aux ministres du G7, et singulièrement à la présidente française, qu'un puissant mouvement social se déroule ici depuis 21 semaines, notamment contre les injustices sociales et fiscales.

L'après-midi, à l'invitation du collectif « Refusons le G7 et son monde », un rassemblement regroupait sur la plage plus de 150 personnes, pour

crier ce que représentaient pour elles et eux ce club des riches. Nous ne résistons pas à vous faire partager les slogans qui ont animé ce rassemblement, lequel s'est terminé en manif sur l'esplanade Saint-Vincent : « Ils nous rackettent, ils pillent la planète, à bas, à bas les saigneurs du G7 », « C'est qui, les violences policières ? C'est Castaner ! C'est qui, l'business de l'armement ? C'est Le Drian ! »

Correspondant NPA pays malouin

## EDF Le scandale de la hausse du prix de l'électricité

Le gouvernement s'apprête à augmenter le prix du tarif réglementé d'EDF de 6% en juin prochain. Il avait renoncé à l'augmenter en février dernier, sous la pression du mouvement des Gilets jaunes.

**A**lors que les prix de l'électricité avaient stagné entre 1986 et 2007 (+ 2,6%), ils ont explosé depuis 2007 (+ 50% !), date de l'ouverture à la concurrence complète du marché de l'électricité. La hausse du prix de l'électricité est due en grande partie à la hausse des taxes, qui pèsent plus du tiers du prix total. Ces taxes (taxes locales, contribution tarifaire d'acheminement, contribution au service public d'électricité, TVA) ont augmenté de 40% entre 2012 et 2016, contre une hausse du coût de production de 2% ! Comble du comble : le taux maximal de TVA (20%) s'applique à la consommation d'électricité, qui inclut les autres taxes. Une taxe sur les taxes donc ! Cette surtaxation de l'électricité est d'autant plus scandaleuse qu'elle touche un bien de première nécessité qui frappe plus fortement les plus pauvres (en proportion de leur revenu).



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MLO

### Scandale à tous les échelons

Le scandale redouble quand la commission de régulation de l'énergie (derrière laquelle s'abrite le gouvernement) recommande la hausse du tarif réglementé « pour éviter la faillite des fournisseurs alternatifs ». Autrement dit, EDF doit augmenter son prix pour permettre à ses concurrents de réaliser un profit suffisant ! Au nom donc de la « concurrence », l'Union européenne a créé de façon totalement artificielle un « marché » pour permettre à des capitalistes d'empocher des profits sur le dos des consommateurEs. En effet, des fournisseurs d'électricité qui ne produisent rien s'alimentent en électricité auprès d'EDF pour revendre plus cher aux usagerEs. Et EDF est prié de vendre le plus cher possible aux consommateurEs et le moins cher possible à ses concurrents pour leur permettre de maximiser leurs marges et lui piquer des parts de marché !

Il faut mettre fin à ce scandale : toutes les taxes sur l'électricité doivent être supprimées. Il faut supprimer le marché d'électricité et revenir au monopole d'EDF (qui doit retrouver son statut d'établissement public) sur la distribution de l'électricité, ce qui devra passer, entre autres, par la rupture avec l'Union européenne qui organise, avec ses directives, la casse de tous nos services publics.

Gaston Lefranc

**Q**uand Carole Ghosn en appelle aux « droits de l'homme », elle doit penser aux « droits des grands hommes ». Ceux qui sont capables de « sauver Nissan de la faillite » ou de « refuser de diriger General Motors par fidélité à l'alliance Renault-Nissan ». Les « droits des autres hommes » (et femmes), Ghosn les a foulés aux pieds quand il s'agissait d'empêcher, par des menaces, les salariéEs de l'usine Nissan de Canton dans le Mississippi de constituer un syndicat. Ou quand il s'est appuyé sur le régime d'Erdogan pour réprimer, licencier et faire condamner des ouvrierEs de l'usine Renault de Bursa en Turquie qui luttèrent pour leurs salaires.

### Renault lave plus blanc que blanc

Le problème pour lui, c'est que la direction de Renault commence à le lâcher



WIKIMÉDIA COMMONS

pour se payer, à bon compte, un ravalement de façade « moral » en trois étapes. Un audit de la filiale Renault-Nissan aux Pays-Bas soulève, selon un communiqué de la direction, de « sérieux questionnements quant à la conformité de plusieurs millions d'euros de dépenses » ; Renault ne versera à Carlos Ghosn ni « retraite chapeau » ni part variable pour 2018 (mais quand même 1 million d'euros de part fixe...) ; le nouveau président, le comte Jean-Dominique Senard, a de bien plus nobles manières que le parvenu Ghosn, il ne touchera « que » 450 000 euros annuels.

### Les masques tombent bien vite

Une opération de communication, reprise en chœur dans les médias, qui oublie de préciser que le nouveau DG

du Groupe, Thierry Bolloré, va toucher 2 millions d'euros de salaire fixe et variable. Avec des actions gratuites, il s'approchera des rémunérations de Ghosn chez Renault !

Dans les usines et les centres techniques, le masque « social » de la nouvelle direction n'a pas mis longtemps à tomber. Nouveau plan de baisse des coûts de la Recherche et Développement (5% tous les ans), nouvelles pressions à la « compétitivité » sur les usines à coups de menaces de baisse d'activité : les patrons préparent leurs mauvais coups. Aux travailleurEs de préparer leur riposte, en s'appuyant sur ce que l'affaire Ghosn révèle de la pourriture dans le mur.

Correspondant

**Les Nôtres****Amélie Bleibtreu, dite Lily**

**A**mélie Bleibtreu, dite Lily, est décédée dans la nuit du 16 au 17 mars 2019. Engagée dès les années 1940 alors qu'il était minuit dans le siècle, son parcours militant a traversé les générations jusqu'aux années post 1968. Elle était par ailleurs la belle-fille de Jean Zyromski, figure « unitaire » de la SFIO ayant rejoint le PCF après 1945. À l'âge de 14 ans, elle est membre des Faucons rouges, puis s'investit à l'Auberge de jeunesse de Villeneuve-sur-Auvers. Après des études de mathématiques et diverses activités salariales, elle choisit d'être institutrice puis professeure de collège. Elle devient l'amie de Marcel Bleibtreu, avec qui elle partage son engagement politique pendant la guerre et à la Libération, dans le cadre du mouvement trotskiste. Ils se marient à Paris le 12 janvier 1946. Syndicaliste du Syndicat national des instituteurs, son militantisme à l'École émancipée se ralentit lorsque le courant lambertiste domina dans la région parisienne. Elle y revint très activement dans l'après 1968, lors de la mise à l'écart des lambertistes. Elle fut membre de l'équipe responsable de l'École émancipée avec Michel Bouvet, Martine Masot, Franz Rutten et Volovitch. Avec Joseph Volovitch dit Volo, elle fut l'animatrice du local de l'École émancipée, 8 impasse Crozatier, Paris 12<sup>e</sup>, lieu de réunions et de débats. Elle contribua à y fonder la librairie coopérative EDMP (Édition et diffusion de matériel pédagogique) et y créa une ambiance qui venait de son expérience des Auberges de jeunesse : convivialité, partage des tâches...

D'après le maitron-en-ligne, notices Bleibtreu Amélie, dite Lily, et Zyromski Jean.



DR

**Message du NPA à propos du décès d'Achour Idir**

DR

**C'**est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès du camarade algérien Achour Idir, militant du Parti socialiste des travailleurs (PST). Il se battait sur tous les terrains, sur le terrain syndical avec le Conseil des lycées d'Algérie, où il avait repris le flambeau après le décès de Redouane Osmane, à Tichy comme élu ou militant du PST connu et reconnu de toutes et tous. Nous étions les témoins de son profond internationalisme, par ses voyages en France, les débats auxquels il participait, avec le NPA, avec la CNT et avec toutes celles et ceux qui se battent pour une société débarrassée de l'exploitation. Nous aimions aussi sa joie de vivre, son humour, sa chaleur humaine, son accueil, sa culture. Les discussions avec Achour duraient tard dans la nuit, parfois jusqu'au petit matin. Elles vont nous manquer. Achour est de ces militantEs qui étaient là lorsque le combat était le plus difficile, qu'il fallait tenir et relancer toujours la lutte, en s'appuyant sur tout ce qui était accessible. Il part au moment où l'Algérie s'éveille à nouveau. Que ton combat trouve son aboutissement dans la lutte actuelle. Le NPA adresse, par-delà la mer qui nous sépare, à la famille d'Achour, à ses camarades et amis, ses profondes condoléances et toute sa solidarité.

**Châteauroux Un meeting sous le signe des mobilisations**

Vendredi 5 avril, Olivier Besancenot était de passage à Châteauroux pour un meeting consacré aux luttes actuelles. Une cinquantaine de personnes étaient présentes à 19 h 30 et nous avons fini la soirée avec 80 personnes lors de l'intervention de notre invité national. Alexandre Raguét, militant du NPA, a été le premier intervenant et nous a parlé de l'urgence climatique et des mobilisations internationales sur ce sujet. Cela a été l'occasion pour nous de rappeler nos propositions écosocialistes. Ensuite, la parole a été donnée à Eloïse Gonzalez du Snes-FSU. Elle nous a livré un panorama assez complet sur la tournure de la politique menée par les différents gouvernements jusqu'à aujourd'hui. La politique de Blanquer est une accélération du processus engagé depuis plusieurs années. Avec le projet de loi pour « bâtir l'école de la confiance » et les nouvelles contre-réformes en cours, les enseignantEs se verront muselées grâce à un renforcement du droit de réserve, alors que la contestation est bien présente. La journée de grève du 4 avril en est une illustration.

Jérémy Godet et Jérémy Birot pour le collectif CPasDemainLaVeille, en défense de la maternité du Blanc, sont revenus sur le fonctionnement interne de cette auto-organisation des usagerEs puis nous ont lu le « Manifeste national des maternités condamnées », produit lors des états généraux des 23 et 24 mars au Blanc. Enfin, Olivier a, pendant plus d'une demi-heure, parlé du mouvement des Gilets jaunes et de la répression d'État, mais aussi de la période électorale qui s'ouvre et des propositions du NPA.

**Correspondant**

**Tulle Succès de la réunion publique avec Philippe Poutou**

Pour la première fois, le NPA organisait une réunion publique à Tulle, en Corrèze. Lors des diffusions et collages pour la préparer de nombreuses marques de sympathie s'étaient exprimées, entre autres de la part de Gilets jaunes. Le 5 avril, dès 19 heures, près de 90 personnes étaient présentes pour déguster le buffet organisé par les militants limousins et voisins. Les discussions allaient bon train avec Philippe, mais aussi aux tables des associations (Montagne pelée, Palestine, Gilets jaunes) et des organisations (Confédération Paysanne, PC, Insoumis, Générations) qui avaient accepté notre invitation pour échanger, sans oublier la librairie. C'est dans cette ambiance chaleureuse qu'a débuté la réunion. Gilles a présenté les principaux sujets politiques et les luttes de la région, Isabelle a évoqué l'enjeu de notre solidarité avec les AlgérienEs, et Philippe a terminé par un tour de la situation politique. Dans le débat (près d'une heure et demie), qui suivi, des syndicalistes, des Gilets jaunes, des jeunes ont pris la parole. Si les représentants des organisations parlaient surtout de bien voter (pour eux!) et de changer les

**Les comités en action!**

**FÊTE ANTICAPITALISTE TOULOUSE - SAM. 18 MAI 2019**

**AVEC :**  
**OLIVIER BESANCENOT**  
**YOUCEF BRAKNI** (COLLECTIF ADAMA TRAORÉ)  
**JEAN-MARC ROUILLAN, EMMA...**

**ET EN CONCERT :**  
**ZOMPA FAMILY** SKA/PUNK PERPIGNAN  
**KALUNA** TRIO GUITARE TOULOUSE

**NPA**  
 NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**MEETING**

**Précarité, Europe du capital, changement climatique... Stop !**

**SORTONS DU CAPITALISME !**

**Avec OLIVIER BESANCENOT**

**CHAMBÉRY**  
 LUNDI 15 AVRIL - 19H  
 SALLE FESTIVE DU SCARABÉE

**NPA**  
 NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**Fête du NPA**

Débats, meeting, repas, concert avec **KinKeliba**

**Samedi 18 mai**  
 de 15h à 24h  
 Salle Festive Saint Etienne du Rouvray

**Avec Philippe Poutou**

**Justice sociale, urgence climatique, c'est le système qu'il faut changer**

Entrée - concert : 5 euros (règle payant sur réservation)  
 correspondance@npa76.org  
 facebook.com/npa.rouen  
 www.npa76.org

institutions, nombreuses furent les prises de parole disant qu'ils et elles attendaient autre chose, avec entre autres une intervention très remarquée de jeunes, disant que ce qui les préoccupe, c'est l'avenir à créer en se débarrassant du capitalisme. Après avoir chanté *l'Internationale*, les discussions ont continué autour d'un pot. Pour une première réunion à Tulle, le succès a été au rendez-vous!

**Correspondant**

**Saint-Denis Un débat sur le mouvement populaire algérien**

Samedi 6 avril, le comité NPA de Saint-Denis organisait sa traditionnelle soirée couscous, précédée par un débat. Cette année c'est la mobilisation en Algérie qui était à l'ordre du jour. Devant une bonne quarantaine de personnes, Ouassim et Sanadja, les deux intervenantEs, sont revenuEs sur la situation algérienne, l'origine du mouvement, son déclenchement et l'ampleur de la mobilisation, ses perspectives. Au préalable, un diaporama constitué des



DR

images et vidéos envoyées par les camarades du PST algérien avait permis à touTEs les présentEs de s'immerger dans la réalité des mobilisations algériennes. De nombreuses questions ont été posées sur la place de l'armée, le « dédagisme » qui touche tout le système, y compris les dirigeants de l'UGTA, syndicat « officiel », les difficultés de l'auto-organisation de la population, le mouvement des femmes et le code de la famille, le discrédit des organisations politiques de l'opposition, les tâches et les mots d'ordre des révolutionnaires... Un temps a été consacré à la mémoire d'Achour Idir (voir article ci-contre), dirigeant du PST, qui vient de décéder brutalement et qui est une perte immense pour le mouvement. Un appel à la solidarité financière a été lancé en soutien aux militantEs algériens pour leur donner les moyens de répondre à la situation.

**Correspondant**

**Meeting à Bordeaux Des luttes et des convergences**

La mobilisation des Gilets jaunes ne s'épuise pas, et le meeting organisé à Bordeaux le 4 avril a été l'occasion de faire un point d'étape. 75 camarades et proches se sont retrouvés autour de Philippe, Guilhem, Christine et Laurent. Guilhem est revenu sur le dynamique mouvement de la jeunesse qui, à Bordeaux, a été

de toutes les manifestations des Gilets jaunes avec un cortège lutte de classe et internationaliste qui a lancé des slogans maintenant repris dans toutes les manifs. Les jeunes sont aussi présents dans le mouvement qui s'organise autour de la défense du climat en faisant le lien avec la nécessité de renverser le capitalisme. Christine est revenue sur le mouvement enseignant, particulièrement fort dans le primaire (avec 4 000 manifestantEs le 19 mars, 2500 le 30 avril alors que la ville était en « état de siège policier » et encore 2500 le 4 avril, et aussi plusieurs occupations d'écoles cette semaine), mais aussi sur la constitution d'un comité d'enseignantEs du primaire et du secondaire Rive droite pour l'abrogation de toutes les contre-réformes dans l'éducation. Elle a rappelé aussi notre investissement dans un collectif Gilets jaunes et syndicalistes de la Presqu'île, où nous intervenons ensemble pour la convergence des luttes. Laurent a raconté l'indispensable lutte sur les salaires, en lien avec la grève reconductible dans son usine depuis le 25 mars (la Monnaie), la nécessité d'exiger nos besoins face au patronat et au gouvernement. Le débat que Philippe a lancé en intervenant contre le mépris de Macron et la répression policière a été riche, et il se poursuit!

**Monica**

Cinéma

# Tel Aviv on Fire, de Sameh Zoabi

Film luxembourgeois, français, israélien, belge (réalisateur palestinien), 1h37 min, sorti le 3 avril 2019.

Sameh Zoabi est un des représentants du cinéma palestinien en Israël. Dans *Tel Aviv on Fire*, il a choisi de traiter sous forme de comédie la situation des Palestiniens, en utilisant tous les mécanismes du comique d'exagération et, de fait, on rit souvent. Il justifie un choix qui pourrait être contesté avec une citation de Charlie Chaplin : « Pour rire vraiment, vous devez être capable de prendre votre douleur et de jouer avec ». Et sa douleur, c'est l'occupation israélienne.

### Derrière le comique, l'occupation

Le personnage principal, Salam, un jeune Palestinien, a enfin obtenu un travail comme assistant sur le tournage d'une série sentimentalo-politique pour une télé palestinienne de Ramallah. Le metteur en scène, son oncle Bassam, a combattu les Israéliens en 1967, et ressasse son amertume des accords d'Oslo qui n'ont rien changé. La série doit être à la fois correcte politiquement (d'un point de vue palestinien) et dégouliner de sentimentalité amoureuse pour assurer son audience. Si Bassam a embauché son neveu, c'est que celui-ci, vivant à Jérusalem, parle un meilleur hébreu que les habitants de Ramallah : c'est indispensable pour rendre plus réalistes les personnages israéliens du feuilleton. En effet, le scénario abracadabrante repose sur une belle héroïne palestinienne envoyée en mai 1967 par son amoureux responsable de services secrets palestiniens pour infiltrer l'état-major israélien et mettre la main sur les plans d'offensive militaire. Le feuilleton, qui panache donc amour et politique, fait un tabac tant chez les Palestiniens que chez les

télé spectateurs israéliens, surtout les télé spectatrices. Au fil des péripéties, Salam prend en main le scénario mais est soumis aux pressions de Assi, l'officier israélien responsable du checkpoint par lequel il doit passer tous les jours pour aller de Jérusalem à Ramallah. Assi veut imposer une fin qui rehaussera sa cote auprès de sa femme, qui suit assidument le feuilleton.

On sourit ou on rit devant des situations et rebondissements invraisemblables mais, en fait, dans ce contexte comique, s'infiltré la réalité de l'occupation : Salam est privé arbitrairement de son laissez-passer, il est enlevé par des flics israéliens cagoulés... Il finit certes par s'en tirer. Trop de comique pour un sujet tragique ? Vieux débat...

Henri Wilno



Théâtre

À l'automne 2006, la dernière grande forge de Nouzonville, les Ateliers Thomé-Génot, dans la vallée de la Meuse, est liquidée, avec la perte programmée d'un millier d'emplois étalée sur quinze ans, après avoir été reprise par un fonds de pension US. Une fonderie qui, parmi une quarantaine d'autres, structurait toute la vie d'une vallée jusqu'au milieu des années 1970. Cinq ou six générations d'ouvriers s'y sont succédés.

**Rapaces de la mondialisation**  
Après avoir racheté l'entreprise pour un euro symbolique, le fonds de pension étatsunien pille les machines, le savoir-faire, les brevets, la trésorerie... avant de la liquider. L'entreprise ne comptait plus que 280 salariés, qui obtiendront une condamnation des repreneurs en septembre 2009, mais les dirigeants condamnés étaient depuis longtemps réfugiés aux États-Unis. Et leur extradition demandée sans succès.  
Dans *Silence dans la vallée*, issu d'une série documentaire consacrée au monde du travail, avec également

# La Formule du bonheur

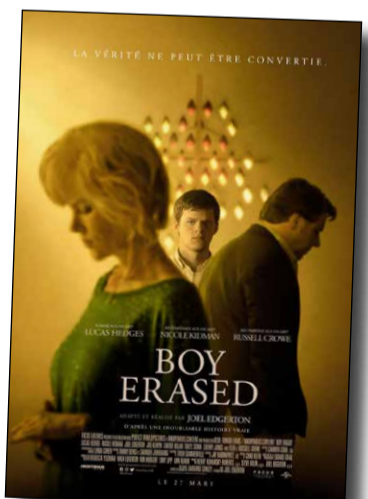
De Rainer Sievert, par la Compagnie Free Entrance, du 3 au 14 avril au Théâtre du Soleil (Cartoucherie - Paris 12<sup>e</sup>). 16-12-10 euros.



300 jours de colère, les Prolos et Femmes précaires, Marcel Trillat avait montré le désarroi d'une collectivité dépassée par la mondialisation,

la financiarisation du capital et les restructurations qu'elles engendrent. Dans sa pièce, Rainer Sievert nous aide à comprendre ce qui s'est passé. Le désespoir du chef d'entreprise historique qui tente de sauver l'entreprise, les manœuvres du repreneur... Et la disparition de l'entreprise, emportée par le tourbillon de la mondialisation et des rapaces qu'elle engendre. Une histoire malheureusement ordinaire que l'auteur de la pièce a choisi de raconter en mêlant ironie et tragédie. Mais aussi une bonne façon de montrer que « la crise », « la mondialisation » ne sont pas des fatalités, des catastrophes « naturelles », mais des batailles économiques, sociales, qui sont menées par des hommes, des femmes, des classes sociales. Et dont l'issue n'est donc pas inéluctable...  
Robert Pelletier

Cinéma



# Boy Erased, de Joel Edgerton

Film étatsunien, 1h55 min, sorti le 27 mars 2019.

**Le «péché» et les «soignants»**  
Très rigoureux quant à sa foi, son père, pasteur, défend une vision bien particulière de ce que devraient être les relations : Dieu fait un immense cadeau à l'humanité en permettant à un homme et à une femme de donner ensemble la vie. Une thérapie de choc formera des hommes comme il faut. Il en va des postures, des activités pratiquées, tout en passant par l'exposition de sa vie intime, toujours rattachée au péché, sous le regard humiliant des «soignants», les chefs.  
La sortie, il y a vingt ans, du satirique *But I'm a Cheerleader*, avait rendu célèbre ces camps hors des États-Unis. *Boy Erased*, basé sur l'autobiographie de Garrard Conley, expose douloureusement leurs horreurs à l'heure où Mike Pence, vice-président des États-Unis, préconise le développement de ce genre de tortures à l'échelle nationale. Et le film ne sera évidemment pas diffusé dans le Brésil de Bolsonaro... Les difficultés de Jared naissent du regard et des dires assassins portés à son encontre, par sa famille, les institutions religieuses, voire toute la société. Ce film habile ne

romance pas l'homosexualité, et la présente comme subie. Toute la narration se construit autour du refus familial implacable et de toute la machinerie complexe mise en place pour la contrainte. Le chemin que l'inquiétude de ses parents amène Jared à parcourir,

via le centre de conversion, tend à nier la singularité du jeune homme, qui n'apparaît que de façon morcelée à travers des flash-backs. L'individu doit ainsi lutter pour ne pas disparaître de sa propre biographie.  
Judith Kermau

L'acteur australien Joel Edgerton passe à nouveau derrière la caméra et réalise un drame sur les pudiquement nommés «centres de conversion» étatsuniens. Jared, autour duquel se développe le récit, mène une vie lycéenne définie comme tout à fait commune, entre virées au lac, basket-ball et petite amie pom-pom girl : la caricature du (mauvais ?) rêve américain. La réalité du cauchemar, car l'adolescent révèle à ses parents son attirance pour les hommes. L'histoire s'ouvre à son entrée dans un «centre de conversion» ayant tous les atours d'une prison. Observés, traqués, humiliés, les détenus n'y ont pas d'effet personnel.

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ la-breche.com

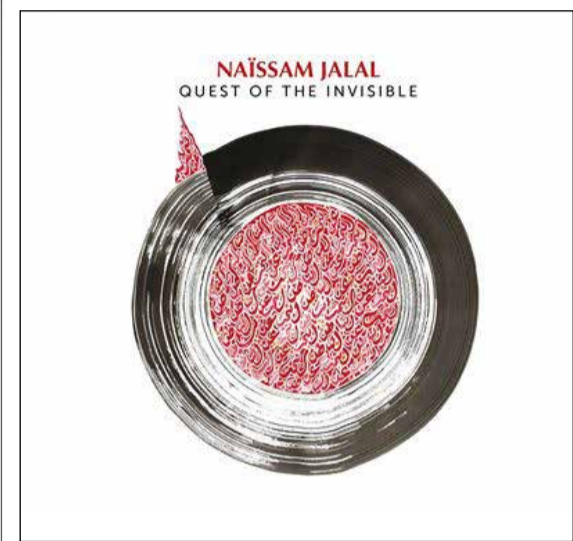
27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

Jazz

# Quest of the invisible, de Naïssam Jalal

Les Couleurs du son, 14,99 euros.



Naïssam Jalal ne mâche pas ses mots sur ses quelques billets de blog, sur son site internet, où elle décrit, par des anecdotes, son quotidien à Paris entre 2015 et 2016. Elle ne mâche pas non plus ses notes, dans ses disques et lors de concerts, qui se transforment volontiers en tribunes politiques. Bien que sa musique soit instrumentale, nous n'avons pas besoin de sous-titres pour comprendre l'urgence qu'a la flûtiste franco-syrienne d'exprimer la colère, la détermination et la résistance du peuple syrien en proie aux bombardements. On n'aura donc pas été étonné de découvrir que son deuxième album (avec le groupe bien nommé Rhythms of Resistance) contenait un hommage à *Une lente impatience* de Daniel Bensaïd... Sa musique, un jazz oriental éclatant et sincère, se voulait alors volontiers énergique et rageuse.

### Onirisme, respirations, spiritualité

*Quest of the invisible* est déjà son cinquième disque sous son nom depuis 2015. S'il n'était pas indispensable de répartir les huit titres qui le composent sur deux CD, ce choix évoque néanmoins l'idée que « chercher l'invisible » demande du temps. Ces longues plages témoignent – de manière plus évidente que sur ses disques précédents – d'une propension à se laisser aller à l'onirisme, aux respirations, à la spiritualité. Au calme et à la sérénité ? Pas si sûr, la rage affleurant encore ça et là dans des envolées d'une totale liberté. L'équipe est resserrée mais une véritable approche de groupe demeure, où la flûte n'est pas toujours soliste. Elle sert également souvent d'accompagnement aux développements sensibles et inspirés de ses comparses Leonardo Montana au piano et Claude Tchamitchian à la contrebasse (les interventions du percussionniste Hamid Drake se joignant quelquefois au trio). Naïssam Jalal est une jeune artiste au parcours déjà riche de rencontres et de réalisations, du hip hop à quelques incontournables du jazz contemporain, en passant par les musiques pour le cinéma ou la scène. Sa musique continue aujourd'hui de témoigner d'une personnalité et d'une authenticité indéfectibles et exemplaires.  
Benjamin Croizy

Roman

# Les Compromis, de M. Calligaro et E. Cardère

Rivages/Noir, 200 pages, 19,80 euros.

Il s'agit moins d'un roman policier narré par l'assassinat de deux députés – avec un coupable qui ne sera connu qu'à la fin – que de la description des méandres du Parlement européen, avec ses multiples réunions de commissions et

sous-commissions où s'agitent députés, présidents, secrétaires, fonctionnaires, lobbies, durant des semaines, pour accoucher d'une circulaire sur le diesel. Qui débouchera, au bout de plusieurs mois, sur un compromis peu reluisant entre les différents groupes politiques.

À ce tableau s'ajoute la remarquable évocation des bâtiments de Bruxelles et de Strasbourg, mais aussi de la vie dans les cafés attenants. Les auteurs font une description saisissante des lieux et des personnages du Parlement et de la vie interne qu'ils connaissent bien pour y avoir travaillé. Un livre à lire, à la veille des élections européennes, qui ne découragera pas celles et ceux qui ont encore envie de voter...  
Alain Krivine



ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES À SAINT-NAZAIRE

# N'en déplaise à Macron, les Gilets jaunes s'organisent au plus haut niveau!

Le week-end des 5, 6 et 7 avril s'est tenu pendant deux jours et demi la seconde Assemblée des assemblées (Ada) de Gilets jaunes. Plus de deux mois après celle de Commercy dans la Meuse, qui avait réuni 80 délégations, la Maison du peuple de Saint-Nazaire, un ancien centre des Assedics récupéré par les Gilets jaunes de la ville, a accueilli plus de 200 délégations provenant d'assemblées locales de tout le pays.

Certes, l'assemblée s'est déroulée sous un ciel bien gris. Mais, venuEs de Marseille ou du grand Est, beaucoup n'avaient compté ni les kilomètres ni l'énergie dépensée pour être présents! Badges verts, bleu ciel et jaunes, car il fallait distinguer les délégués mandatés, les observateurEs, les votantEs ou non... À elle seule, l'affluence montrait l'immense résistance de ce mouvement des Gilets jaunes qui s'ancre, s'organise et se structure démocratiquement, à la base mais à bien d'autres niveaux régionaux et jusqu'à des sommets... comme en témoigne ce grand forum national de délégations!

## En ateliers et en plénières

Celles et ceux de Saint-Nazaire n'avaient pas ménagé leurs efforts pour accueillir l'événement: maçons pour casser et repousser les murs afin de pouvoir tenir des plénières; cuisiniers pour nourrir – avec goût – 800 personnes pendant tout un week-end... petit déjeuner compris. Pour un prix libre! Aucune improvisation mais au contraire une organisation minutieuse, presque tatillonne, qui a permis aux présentes et présents – ne pas oublier que les Gilets jaunes sont en majorité des femmes! – de se consacrer pleinement aux débats, alternativement en ateliers ou en plénière.

Donc deux jours et demi de discussions ininterrompues, les débats continuant à bâtons rompus pendant les pauses – sur tous les aspects du mouvement: revendications, actions à mener, modes de communication à adopter. Du sérieux en toutes choses! Un formalisme dans l'organisation des débats brouillant parfois la netteté des propos et projets. Mais un week-end de débat collectif aux antipodes de l'image que Macron et son gouvernement voudraient donner des Gilets jaunes, prétendument brouillons et inorganisés. Que non!

## Plateforme de discussion? Ou coordination?

Qui dit débats dit controverses. Cette Ada a été traversée de désaccords. Le rôle même de l'Assemblée des assemblées a divisé: certains et certains, dont les groupes de Commercy et Saint-Nazaire, la considéraient principalement comme un espace de discussion et de réflexion ne devant se comporter que de manière horizontale. Or – paradoxe des paradoxes! – le succès même de cette assemblée vers laquelle des Gilets jaunes de toute la France avaient afflué si nombreuses et nombreux, poussés par un besoin de convergence et de coordination explicitement exprimé, poussait à sanctionner d'une façon ou d'une autre cette aspiration. Oui, un mouvement peut et doit vouloir se coordonner démocratiquement, y compris à l'échelle nationale et malgré toutes



DR



NPA

les embûches. Les présentes et présents à Saint-Nazaire ne manquaient ni de la légitimité ni du poids nécessaires pour s'affirmer comme un pôle national. Sur bien des thèmes abordés, dont la structuration du mouvement elle-même, l'appel final de l'Ada a reculé devant cette affirmation pour renvoyer les Gilets jaunes aux discussions dans leurs assemblées locales. Cette assemblée de Saint-Nazaire n'en a pas moins joué le rôle d'une direction démocratique en situation d'impulser des suites pour le mouvement, dont la fixation de dates de mobilisation et l'accord pour se donner une expression publique au nom de celui-ci. Dont les médias se sont faits le relais.

## Les lumières fluo des Gilets jaunes restent les phares de la contestation

Au cours du week-end, beaucoup avaient en tête, et ont mis en avant dans certains débats, la nécessité de s'adresser à toutes celles et ceux qui ne sont pas (ou pas encore!) vêtus de jaune mais néanmoins sont eux aussi en lutte contre Macron. La mobilisation notable dans l'Éducation nationale contre la loi Blanquer et le manque de moyens, surtout chez les plus prolétaires des enseignantEs, ceux du premier degré, a été évoquée à plusieurs reprises. Même chose pour les réactions aux fermetures d'entreprises, pour les mobilisations des jeunes ou moins jeunes pour le climat: il a été largement affirmé que les Gilets jaunes doivent se lier aux mobilisations contre la destruction de l'environnement et ne pas se laisser diviser par les tentatives du gouvernement d'opposer les mouvements. Bien des groupes locaux ont déjà participé aux marches pour le climat. L'appel issu de l'Ada (voir page 3) marque aussi son opposition

frontale aux «réformes» (ou nouvelles attaques contre les classes populaires) que Macron et son gouvernement préparent, notamment concernant les retraites. Les Gilets jaunes auront tout leur rôle à jouer, pour en être la locomotive – eux dont le train est depuis près de cinq mois en marche.

## En route vers une «semaine jaune»

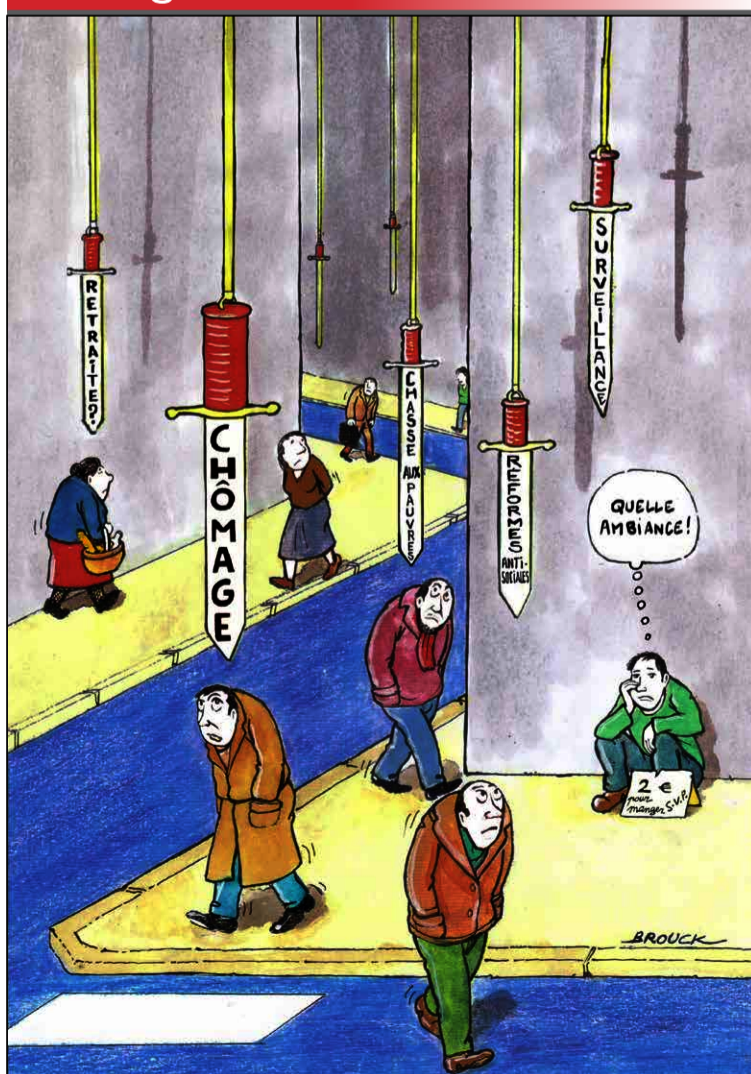
Pour la suite du mouvement, beaucoup de dates ont été discutées, s'étendant sur plusieurs semaines voire plusieurs mois. Macron a du souci à se faire! Un temps fort est d'ores et déjà prévu à l'occasion d'une «semaine jaune», celle du 1<sup>er</sup> Mai. Elle devrait notamment se traduire par la présence de Gilets jaunes dans les cortèges du 1<sup>er</sup> Mai: rendez-vous est pris!

D'ici là, nombre de présentEs à Saint-Nazaire et plus globalement de Gilets jaunes convergeront à nouveau dans la rue à Paris, le samedi 20 avril, à l'occasion d'une montée nationale. Pour accueillir comme il se doit ce que Macron aurait sorti de son chapeau!

Saint-Nazaire a envoyé au final un signal clair: les Gilets jaunes sont encore et toujours là... «Même si Macron ne le veut pas, pour l'honneur des travailleurEs et pour un monde meilleur», comme ils et elles le chantent dans les manifestations. La détermination à ne rien lâcher et à tenir dans la durée s'est exprimée fortement dans les prises de parole, certainEs délégués voyant déjà les Gilets jaunes bloquer le prochain sommet du G7 à Biarritz... en août!

Les Gilets jaunes, en tout cas, ne comptent pas baisser les bras de sitôt. Ce mouvement, et les colères qu'il agrège, reste un cauchemar pour Macron et son gouvernement qui pataugent et bafouillent pour en finir avec lui, de la farce du grand débat à l'escalade répressive contre les manifestantEs. Amnistie pour touTEs les inculpéEs et condamnéEs, retrait de toutes les lois répressives scélérates ont évidemment aussi été affirmés. Et un des slogans favoris du mouvement, largement repris à Saint-Nazaire, ne manque pas de nous faire chaud au cœur: A-A... A-A... Anticapitalistes! *CorrespondantEs*

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### BALADE JAUNE DANS LE VIGNOBLE.

C'est une balade comme on n'en a jamais vu dans le Médoc. Une action inédite: des gilets jaunes du Médoc dénoncent la mainmise de sociétés d'assurances et de grands groupes financiers sur les grands châteaux viticoles. [...]

Ce dimanche matin, deux rendez-vous simultanés étaient donnés sur les parkings de Leclerc au Pian-Médoc et à Lesparre pour deux itinéraires, un premier cortège de voitures en direction des châteaux Prieuré-Lichine et château d'Arcins, le second aux châteaux Loudenne et Pedesclaux. [...]

Ils viennent de divers collectifs de gilets jaunes, autant que de ronds-points toujours actifs dans ce territoire, défini par l'Insee comme le début d'un long couloir de la pauvreté qui s'étend du nord du Médoc jusqu'à Villeneuve-sur-Lot, juste à l'endroit du parcours œnologique des châteaux. [...]

Arrivé devant le château Prieuré-Lichine, sous une brume à peine dissipée, le groupe sort les pancartes et se dirige devant les grilles bien fermées. Maya a fabriqué une pancarte «Glyphosate, lâche-nous la grappe». Productrice retraitée vivant près du Verdon, elle a longtemps vécu à Paris. Le mouvement des gilets jaunes l'a interpellée dès le début: «Différentes générations et différentes sortes de colères se rencontrent, se parlent et s'écoutent. L'action que nous menons aujourd'hui est née de nos débats et de nos réflexions», explique-t-elle. C'est Martine qui s'empare du mégaphone: «Oyez, oyez, visiteurs, vous foulez la terre que nous envie la terre entière. Malgré un chiffre d'affaires exorbitant, la famille Ballande, propriétaire du château, ne paie pratiquement pas d'impôts et ne participe en rien à la collectivité. Elle pratique l'optimisation fiscale, elle bénéficie de subventions de toutes sortes.» Sans oublier de cibler les graves problèmes liés aux pesticides: «Dans les écoles de la Gironde, enclavées entre des parcelles intoxiquées, nos têtes blondes sont exposées aux intrants chimiques industriels, prestigieux châteaux et crus classés assis sur vos acquis comme sur un trône...» Dominique, lui, tient une autre pancarte munie de grosses grappes mauves: «Bienvenue chez les seigneurs de la vigne». Ouvrier de la vigne pendant vingt ans, il se bat contre un cancer depuis deux ans. [...]

Dans, un tract distribué sur les quais de Pauillac, après le pique-nique, on pouvait lire ces revendications: «Rétablir l'ISF, abandon de l'exonération sur le non-bâti, arrêt des pesticides, égalité de rémunération entre salariés locaux et travailleurs détachés» [...]

Ixchel Delaporte, «Les gilets jaunes s'invitent dans les châteaux du Bordelais», *l'Humanité*, 8 avril 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai:

10€ = 3 MOIS D'HEBDO  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
	25 € par trimestre		19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom: ..... Prénom: .....  
Adresse: .....  
Code postal: ..... Ville: .....  
Mail: .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN: .....  
BIC: .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS: FR43222554755

Date: ..... Signature obligatoire